

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/12/364</p> <p>APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE MEDITERRANEE 2015-2022</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVAR, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TANGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTISTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVAR, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/364

**O B J E T : APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LA
MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE
METROPOLITAIN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE 2015-2022**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU la loi n°2014- 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n°2014- 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

VU la délibération n°15/06/101 du Conseil Communautaire du 18 juin 2015 relative à la signature du contrat de ville,

VU le rapport annuel 2020 sur la mise en œuvre du contrat de ville Métropolitain ci-annexé,

CONSIDERANT que le contrat de ville 2015-2022 s'inscrivant dans une démarche intégrée, doit tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale,

CONSIDERANT que ces enjeux correspondent aux 3 piliers sur lesquels reposent le-contrat de ville de la métropole TPM :

- Cohésion sociale,
- Cadre de vie et renouvellement urbain,
- Emploi et développement économique,

CONSIDERANT que dans les Métropoles signataires d'un contrat de ville, le Président de la Métropole est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville : les actions qu'elle mène sur son territoire, les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation,

CONSIDERANT que le présent rapport vise à se conformer aux obligations prévues à l'article 11 de la loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine n°2014-173 du 21 février 2014 pour l'année de programmation 2020 du contrat de ville Métropolitain 2015/2022, et que son contenu et son mode d'élaboration respectent les conditions fixées dans le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015,

CONSIDERANT qu'en 2020, 279 actions ont été menées sur l'ensemble des 13 quartiers prioritaires suite à la programmation actée lors du Comité de Pilotage du 28 janvier 2021 en raison de la crise sanitaire 2020,

CONSIDERANT que le service des fonds FEDER permet en complément d'apporter un soutien financier européen aux projets d'investissement développés dans ces quartiers ainsi que dans les quartiers de veille active,

CONSIDERANT que le nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) pour lequel 4 quartiers prioritaires ont été retenus, s'inscrit dans le volet urbain du contrat de ville,

CONSIDERANT que le présent rapport à approuver présente :

- L'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'analyse socio-économique de la situation des habitants des quartiers prioritaires dans le contexte de la Métropole et de ses évolutions récentes,
- Les analyses qualitatives et quantitatives de la programmation 2020,
- Les axes déclinée pas communes
- Les actions Métropolitaines et les dispositifs transversaux (FEDER, Service jeunesse, FAJ, Habitat)
- Les perspectives 2021,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER « le rapport annuel 2020 », dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ville métropolitain 2015/2022.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer toutes les pièces afférentes au dossier.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



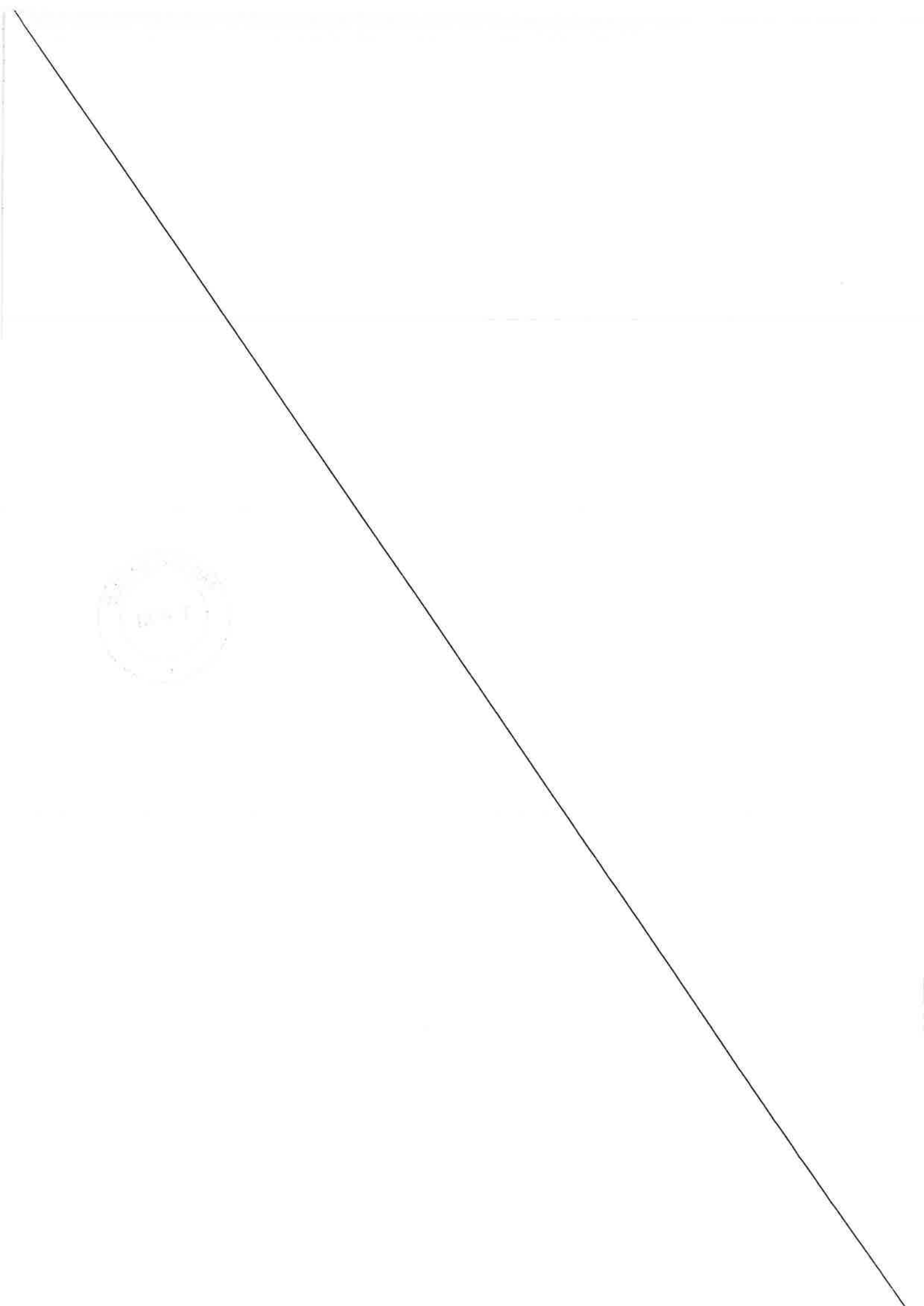
POUR 73

CONTRE 2

Monsieur Amaury NAVARRANNE, Monsieur Gilles BALDACCHINO.

ABSTENTION 3

Monsieur Anthony CIVETTINI, Madame Rachel ROUSSEL,
Monsieur Philippe LEROY.





Rapport annuel 2020 Politique de la ville

Service cohésion sociale et territoriale TPM



Table des matières

1	Rappel du cadre contractuel et des objectifs du Contrat de Ville	3
2	Périmètre et caractéristiques des quartiers prioritaires	3
2.1	Hyères.....	3
2.2	La Garde.....	4
2.3	La Seyne.....	4
2.4	Toulon.....	4
2.5	Cartographie :	5
3	Gouvernance du Contrat de Ville.....	6
3.1	Comités techniques.....	6
3.2	Le Comité de Pilotage	7
3.3	Equipe projet.....	7
3.3.1	Pour TPM :	8
3.3.2	Pour l'Etat :	8
3.3.3	Pour les Communes :	8
4	Animation institutionnelle	8
4.1	Dispositifs étatiques	9
4.2	Animation territoriale	9
4.3	Calendrier de la programmation 2020	10
4.4	Place des conseils citoyens :	10
4.4.1	Hyères les Palmiers :	10
4.4.2	La Garde :	11
4.4.3	La Seyne sur Mer :	11
4.4.4	Toulon :	11
5	Analyse quantitative et qualitative	11
5.1	Analyse quantitative :	11
5.1.1	Répartition des subventions par financeurs.....	14
5.2	Analyse qualitative :	16
5.2.1	Analyse des fiches de synthèses 2020.....	16
5.2.2	L'analyse du pilier Cohésion Sociale a permis le constat suivant	16
5.2.3	L'analyse du pilier Cadre de vie a permis le constat suivant :	16
5.2.4	L'analyse du pilier emploi a permis le constat suivant :	17
6	Axes déclinés par communes.....	19
6.1	Les généralités.....	19
6.1.1	La Cohésion sociale.....	19

6.1.2	Le Cadre de vie	19
6.1.3	L'Emploi et le Développement économique.....	19
6.2	HYERES :	20
6.2.1	La cohésion sociale.....	20
6.2.2	Le cadre de vie.....	21
6.2.3	L'emploi et le développement économique.....	22
6.3	LA GARDE	23
6.3.1	La cohésion sociale :.....	23
6.3.2	Le cadre de vie.....	25
6.3.3	L'emploi et le développement économique.....	25
6.4	LA SEYNE	26
6.4.1	La cohésion sociale.....	26
6.4.2	Le cadre de vie.....	28
6.4.3	L'emploi et le développement économique.....	29
6.5	TOULON	29
6.5.1	La cohésion sociale.....	30
6.5.2	Le cadre de vie.....	31
6.5.3	Emploi et développement économique.....	31
7	Les actions métropolitaines	32
7.1	Actions métropolitaines dans le cadre du Contrat de ville.....	32
7.2	Plan de Solidarité Territoriale	32
7.3	Dispositifs transversaux	33
7.3.1	Service jeunesse	33
7.3.2	FAJ	34
7.3.3	La mobilisation du service Habitat : orientations, outils de planification et schémas de développement.....	34
7.3.4	La mobilisation du service FEDER dans le Cadre de l'ITI TPM	36
7.3.5	La mobilisation du service Transports : le Plan de Déplacement Urbain	37
7.4	L'achat public responsable au service de l'emploi : mission Economie Sociale et Solidaire de la Métropole TPM.	39
7.4.1	Bilan des marchés d'insertions et clausés	39
7.5	Les conventions concernant l'abattement de la TFPB :.....	47
7.5.1	Suivi de l'abattement TFPB :	47
7.5.2	Abattement de la TFPB – Bilan qualitatif :	47
8	Perspectives 2021.....	50
9	Conclusion	50



1 Rappel du cadre contractuel et des objectifs du Contrat de Ville



La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine promulguée le 21 février 2014 fixe le nouveau cadre de la politique de la ville par la mise en œuvre des contrats de ville pour la période 2015-2020. Les contrats de ville ont été prorogés par la loi de finances pour 2019 jusqu'en 2022, en cohérence avec les engagements de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers qui se déploient sur la durée du quinquennat.

Le Contrat de ville a pour ambition d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires, et de favoriser l'insertion de ces territoires dans la dynamique de développement de la Métropole. Il vise également à améliorer la coordination des politiques sectorielles de droit commun ; notamment en matière d'urbanisme, de développement économique et de cohésion sociale ; en direction de ces quartiers prioritaires. S'inscrivant dans une démarche intégrée, il doit tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale. Ces enjeux correspondent aux 3 piliers sur lesquels reposent le contrat de ville.

Sur le territoire national, les Contrats de ville sont portés par les intercommunalités qui associent : l'Etat, la Région, le Département, les Communes, ainsi qu'une large communauté d'acteurs (Pôle emploi, Caisse d'allocations familiale, Agence Régionale de Santé, Education nationale, Caisse des dépôts et Consignations, Tribunal de Grande Instance, Missions locales et bailleurs) et précisent les engagements de chaque signataire en faveur des quartiers prioritaires. Il repose sur une nouvelle géographie prioritaire définie selon un critère unique : le niveau de revenu médian au regard du revenu médian de l'aire urbaine.

Pour chacun des 3 piliers du Contrat de Ville ont été déclinés des volets thématiques, des orientations stratégiques et des objectifs opérationnels.

- Cohésion sociale
- Cadre de vie et renouvellement urbain
- Développement de l'activité économique et de l'emploi

C'est dans ce contexte que le **2 Juillet 2015**, le Contrat de Ville intercommunal 2015-2020 Toulon Provence Méditerranée, regroupant 32 partenaires, a été signé.

Il a vocation à mettre en évidence l'ensemble des actions menées par les partenaires signataires du Contrat de ville en direction des habitants des quartiers prioritaires. Ceci dans le but de rendre lisible la réalité de l'action publique et d'identifier les pistes d'amélioration à mettre en œuvre.

Le contrat de ville métropolitain Toulon Provence Méditerranée a été prorogé jusqu'à fin 2022 dans le cadre du Protocole d'engagement renforcés et réciproques 2020-2022.

Ce Protocole a pour objectif de clarifier, de prioriser, de réorienter le Contrat de ville métropolitain sur la base des éléments découlant de l'évaluation à mi-parcours réalisé en 2018.

2 Périmètre et caractéristiques des quartiers prioritaires

2.1 Hyères

Hyères les palmiers se situe à l'est de la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Elle s'étend sur 132 km² et compte 55 588 habitants.



La politique de la ville se développe sur quatre de ses quartiers, dont deux sont classés quartiers prioritaires "QPV" (Val des Rougières, Centre Ancien) et deux quartiers de veille active "QVA" (Les Maurels, Les Bosquets/Blocarde).

Le Contrat de ville se concentre sur les deux QPV comptant 5 000 habitants soit près de 9% de la population communale.

Le Val des Rougières se dresse sur une colline à l'est du territoire communal. 831 logements répartis dans 35 bâtiments hébergent 2 534 personnes. L'habitat, exclusivement social, dépend du bailleur Var Habitat.

Le Centre Ancien, au nord du centre-ville, compte 2 400 habitants. Les propriétaires sont pour la plupart privés avec la présence néanmoins de petites résidences sociales appartenant à ADOMA et au Logis Familial Varois.

Des opérations de renouvellement urbain ont été et sont toujours menées sur le Centre Ancien visant à la réhabilitation du bâti et à une redynamisation commerciale.

2.2 La Garde

Cité provençale aux portes de Toulon, La Garde conjugue avec succès, tradition et modernité. S'étendant sur plus de 1 500 hectares entre le Mont Coudon et la Méditerranée, la cité du Rocher abrite 25 298 habitants.

La politique de la ville se développe sur deux quartiers : Romain Rolland classé QPV (quartier prioritaire) et La Planquette classé QVA (quartier veille active).

Le contrat de ville se concentre sur la résidence Romain Rolland qui compte 1 467 habitants soit 6% de la population communale. Un seul bailleur, la SAGEM, gère le parc HLM de 561 logements. La population est majoritairement jeune puisque 46% des habitants a moins de 25 ans.

2.3 La Seyne

Ville de 64 523 habitants, la Seyne-sur-Mer dénombre plus de 19% de sa population au sein de ses deux QPV : Berthe (9 334 habitants pour 3 220 ménages) et le Centre-Ville (3 080 habitants pour 1 810 ménages).

La population du quartier Berthe est majoritairement jeune (40,8% à moins de 25 ans) alors que le Centre-Ville est constitué d'une population plus âgée (50% entre 25 et 59 ans).

Malgré un tissu associatif plus fort au quartier nord, la part d'actions menées à destination du public Centre-Ville est quasi égale à celles menées pour le public du quartier Berthe.

De plus, plus de la moitié des actions financées bénéficient aux habitants des deux QPV de la ville. Cela démontre donc une mobilité des actions menées et une certaine capacité aux habitants à se déplacer pour des actions précises.

2.4 Toulon

Toulon compte 171 643 habitants en 2019 (recensement INSEE 2018). La population toulonnaise a augmenté depuis 2016 chaque année de plus de 1900 habitants dont 2126 pour la seule année 2018.

Les 8 Quartiers Prioritaires Politique de la Ville (Pontcarral, La Beaucaire, La Florane, Le Jonquet-La Baume- Le Guynemer, Pont du Las Rodeilhac, Centre-Ville, Ste Musse, Beaulieu Ste Marie) se répartissent à l'Ouest du territoire communal, au Centre et à l'Est et comptent 25 920 habitants, soit 15 % de la population communale. Parmi eux La Beaucaire (4 016 habitants), Pontcarral (1 301 habitants) et Ste Musse (1 850 habitants) sont en Quartiers de

Reconquête Républicaine depuis 2019. On dénombre également 2 Quartiers de Veille Active : St Jean du Var et La Closerie.

2.5 Cartographie :

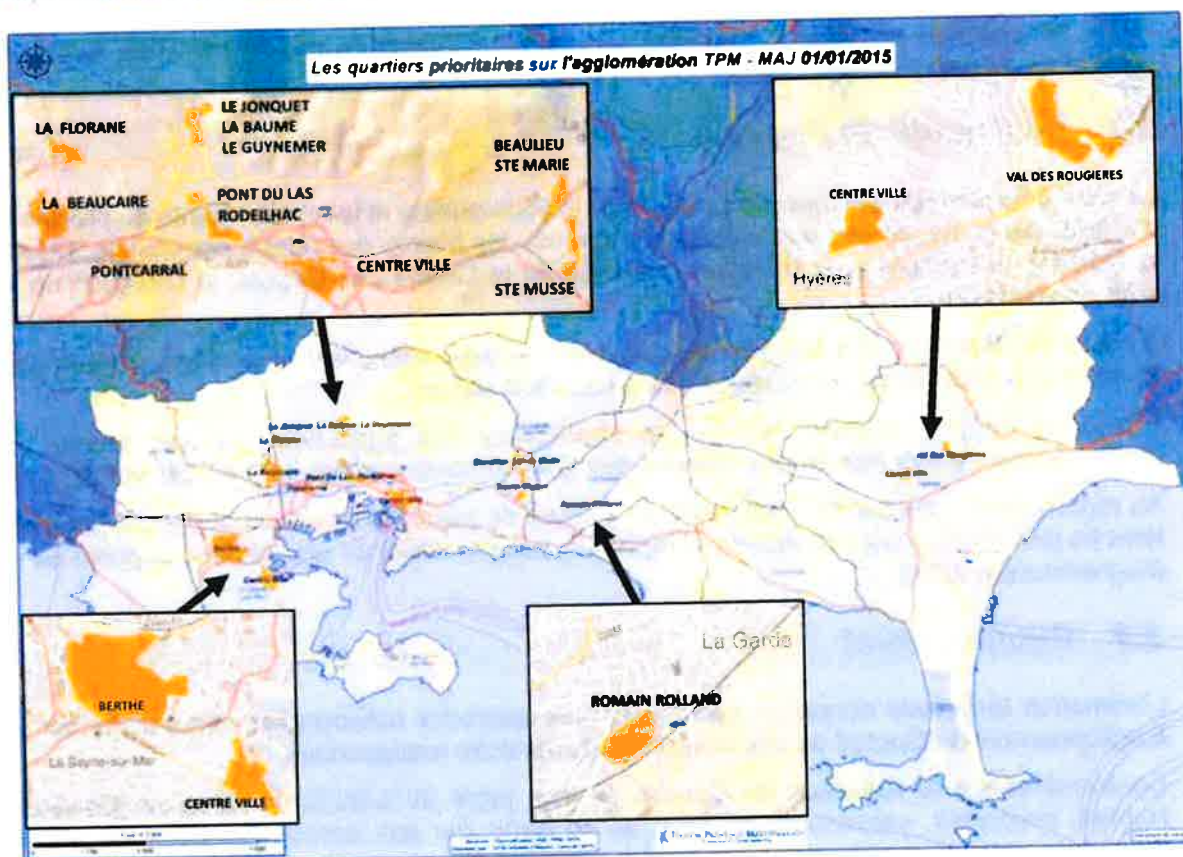
La Métropole Toulon Provence Méditerranée compte 13 quartiers prioritaires politique de la ville répartis sur 4 communes qui ont été retenus. (Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014).

Les délimitations des quartiers ainsi que les données sociodémographiques des quartiers sont consultables sur : <https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/Mettre le texte>

Les délimitations des quartiers ainsi que les données sociodémographiques des quartiers sont consultables sur : <https://sig.ville.gouv.fr/Atlas/QP/>

Villes	Quartiers prioritaires
La Garde	1. Romain Rolland
Hyères Les Palmiers	1. Val de Rougières 2. Centre-ville ancien
La Seyne Sur Mer	1. Berthe 2. Centre-Ville
Toulon	1. La Beaucaire, 2. Pontcarral, 3. Beaulieu - Ste Marie, 4. Le Jonquet – 5. La Baume – 6. Le Guynemer, 7. La Florane, 8. Pont du Las – 9. Rodeilhac, 10. Sainte-Musse, 11. Centre-Ville.





3 Gouvernance du Contrat de Ville

3.1 Comités techniques

La gouvernance est un processus de coordination d'institutions pour atteindre des buts discutés et définis collectivement :

- ✓ La Métropole TPM, en lien avec les partenaires signataires du Contrat de ville, a pour mission d'articuler et coordonner une politique de développement territorial global et une politique de solidarité au bénéfice des quartiers prioritaires, tout en veillant à l'équilibre général entre tous les territoires.
- ✓ Elle veille à produire de l'action collective, négociée et coproduite à l'échelle du territoire.
- ✓ Elle assure les modalités d'organisation des différents Comités techniques ou de pilotage à l'échelle de la métropole afin de faciliter le suivi des actions et des engagements financiers de chaque partenaire signataire du contrat de ville.
- ✓ Elle apporte ses compétences afin de renforcer les pratiques de management, d'ingénierie des politiques publiques dans le sens de la mobilisation de pratiques participatives, d'approches transversales, de réseaux.

La gouvernance politique du Contrat de Ville doit combiner un management de négociations, un management d'animation ascendant et un management d'orientations stratégiques descendant pour parvenir à des objectifs partagés.

Ceci nécessite l'instauration d'un système de décisions et de règles de relations, clairement établi, entre les élus du niveau TPM et des communes.

Le Contrat de Ville propose une mobilisation stratégique et opérationnelle de l'action publique, et l'organisation d'outils structurants.

Enfin, la gouvernance vise à proposer une vision stratégique du devenir des quartiers prioritaires à court et moyen termes.



3.2 Le Comité de Pilotage

Le comité de pilotage politique, co-présidé par la sous-préfète et la représentante du président de TPM, est composé des partenaires signataires : les Maires des quatre communes, l'ARS, la DASEN, le Procureur, la Direction régionale de la Caisse des Dépôts, la Direction de la CAF, les bailleurs...

Il constitue l'instance décisionnelle qui débat des enjeux, définit les orientations, commande et débat des évaluations, et se réunit une à deux fois par an.

L'instance de gouvernance politique et stratégique doit également pouvoir donner un positionnement quant aux projets relevant des financements européens (FEDER et FSE).

Au regard de la crise sanitaire en 2020, un Comité de pilotage exceptionnel et restreint s'est tenu en janvier 2021 pour rendre de compte des actions mises en œuvre dans le cadre de la programmation 2020.

3.3 Equipe projet

L'animation territoriale donne un cadre pour une approche collaborative et partagée sur le fonctionnement du Contrat de ville à l'échelle du territoire métropolitain.

Conformément à la rédaction du Contrat de ville initial 2015-2020, la Direction Générale Habitat, solidarités, citoyenneté de TPM, et en particulier son service Cohésion sociale et territoriale, met en œuvre en lien avec les partenaires financeurs, le cadre de travail collectif nécessaire au contrat et à son architecture.

L'animation relève du service Cohésion sociale et territoriale qui coopère avec les autres services de l'EPCI concernés (Habitat, Renouvellement urbain, Développement économique, service Subvention globale / FEDER, Transports...).

L'équipe est amenée à promouvoir une approche transversale au sein de TPM, en mobilisant les ressources de la métropole et en développant les concertations pour structurer un partenariat interinstitutionnel.

Cette fonction de pilotage et de coordination technique amène à affirmer la notion « d'acteur collectif », construisant la démarche du Contrat de Ville, à partir d'un management « d'animation ascendante ». Cette ingénierie du développement demande de façon croissante à mobiliser les diverses ressources et compétences à agréger dans une démarche de projet. Elle doit s'appuyer à la fois sur la transversalité interservices de TPM et sur un travail en réseau avec les institutions partenaires.

L'équipe de TPM est en particulier chargée de :

- ✓ La gestion administrative du contrat avec les Services de l'Etat et des communes
- ✓ L'animation de « l'Equipe projet »
- ✓ L'animation générale du Contrat de Ville (informer, harmoniser, coordonner, mutualiser).

Cette fonction relève à la fois de l'ingénierie opérationnelle autour de projets transversaux, de la veille, de l'interface, de l'apport d'expertises ciblées, de l'éventuelle participation à des comités techniques territoriaux. Elle peut s'organiser également autour de groupes de travail ponctuels.

La gestion globale et le suivi du Contrat de Ville concernent en priorité le service Cohésion sociale et territoriale de TPM. Cependant un ensemble de partenaires, de services de droit

commun et de dispositifs participent directement ou indirectement à la Politique de la Ville sur les quartiers prioritaires.

De ce fait, la mutualisation des compétences apparaît à la fois comme un enjeu stratégique et comme une méthode opérationnelle au sein de la Métropole.

La création d'une « Equipe projet » prend donc tout son sens à divers titres pour :

- ✓ Elaborer en commun des démarches de projet ou d'accompagnement opérationnels
- ✓ Conduire une réflexion partagée sur des objectifs stratégiques
- ✓ Croiser des financements
- ✓ Evaluer ensemble l'impact des financements et des actions...

« L'Equipe projet » est composé des 3 partenaires financeurs.

Ces derniers se réunissent à raison d'une séance de travail mensuelle minimum tout au long de l'année pour l'organisation et le suivi continu du Contrat de ville métropolitain :

L'objectif est de travailler en équipe restreinte pour privilégier l'opérationnalité.

3.3.1 Pour TPM :

- ✓ Chef de service de la Cohésion Sociale et territoriale TPM
- ✓ Chargés de missions dévolus aux 3 piliers et à l'évaluation du Contrat de ville
- ✓ Ponctuellement les directions et autres services de la Métropole lorsque cela est nécessaire.

3.3.2 Pour l'Etat :

- ✓ Direction Départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) en charge de la politique de la ville
- ✓ Délégués du préfet

3.3.3 Pour les Communes :

- ✓ Chefs de projets et leurs équipes : Toulon, La Seyne sur Mer, Hyères les Palmiers, La Garde

4 Animation institutionnelle

L'animation territoriale à l'échelle des communes, des quartiers prioritaires, vise à conforter la mise en œuvre de démarches de « projets de territoire » croisant les actions sectorielles et l'articulation des objectifs et des interventions (croisement des thématiques, travail en réseau, mutualisation). Elle ne peut exister indépendamment du choix de formaliser une gestion territoriale de proximité.

Un de ses intérêts réside dans l'articulation avec les services de droit commun sur le territoire, et dans l'instauration d'un cadre de travail régulier entre les équipes opérationnelles des villes, de TPM et les Délégués du préfet.

Il ne s'agit pas de s'enfermer systématiquement dans le cadre du périmètre du quartier prioritaire, mais de promouvoir la transversalité et la coordination des interventions sectorielles d'un même territoire, en les situant dans un périmètre élargi.

Cette animation institutionnelle peut s'adosser à la structuration de projets de territoire, eux-mêmes utiles pour formaliser l'intégration urbaine des quartiers prioritaires dans un environnement urbain plus large.

En cela le portage du contrat de ville prend tout son sens par l'approche thématique et sectorielle élargie.

Cette approche et animation institutionnelle de mise en communs, l'essaimage, la capitalisation d'acteurs et les actions pertinentes à l'échelle du territoire métropolitain.

4.1 Dispositifs étatiques



L'année 2020 a été une année exceptionnelle en termes de crédits, avec une réponse gouvernementale à la hauteur des besoins et d'enjeux pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, avec des enveloppes complémentaires (voir détail par ville)

Face à la complexité de l'enseignement à distance et des difficultés rencontrées par les familles pour assurer la continuité éducative en l'absence d'outils informatiques durant le confinement, une enveloppe de 80K€ a été déployée au niveau départemental pour l'équipement numérique de 6 collèges chefs de file classés en REP+ pour l'achat de tablettes et PC portables à l'attention des familles.

Dans le cadre du Plan Vacances apprenantes été 2020, des « Colos apprenantes » ont été financées à l'attention des jeunes dont les apprentissages avaient pâti du contexte sanitaire. Le dispositif a été prolongé aux vacances de fin d'année et à celles du premier semestre 2021.

Le plan « Quartiers d'été 2020 » a eu pour ambition de faire de la période estivale, un temps utile et ludique pour les habitants des QPV ne pouvant partir en vacances dans une logique de renforcement du lien social et d'accès à de nouvelles opportunités. Il se déployait autour des six objectifs : les Vacances apprenantes, occuper l'espace public, conforter / recréer des relations de confiance police/population, valoriser les actions de solidarité, développer les offres de formations et les dispositifs d'accès à l'emploi, renforcer la culture et les activités sportives dans les quartiers. Face au succès rencontré, le dispositif a été reconduit aux vacances de la Toussaint, rebaptisé « Quartier d'automne ».

Enfin, pour face à une situation sanitaire toujours complexe et dont les impacts économiques et sociaux ont des conséquences fortes dans les quartiers, le fonds d'urgence exceptionnel « Quartiers solidaires » a été créé pour financer les actions de solidarité mises en œuvre par les associations dans les quartiers, en faveur de l'éducation et la fracture numérique, l'insertion professionnelle, la santé et l'aide alimentaire.

Afin de maintenir les actions auprès de la population et permettre aux associations d'œuvrer au quotidien sur la parentalité, l'éducation, la formation, l'insertion professionnelle, l'accès aux droits, etc., les crédits politique de la ville ont été rapidement déployés malgré les contraintes liées au confinement.

Les associations ont été très actives au plus fort de la crise, en faisant preuve d'adaptabilité, apportant des réponses innovantes afin de garder le lien avec les habitants et répondre à leurs besoins. Elles ont été soutenues financièrement pour faire face aux coûts induits par la crise (gel hydro alcoolique, masques, écran de protection) et pour permettre aux intervenants et aux bénéficiaires d'échanger dans le respect des conditions d'accueil du public.

4.2 Animation territoriale

L'animation territoriale, construisant la gestion de proximité, relève de la compétence des équipes opérationnelles communales.

Le projet de territoire permet l'organisation d'une réflexion en interne à chaque commune, sur la territorialisation des politiques publiques, sur la mobilisation interservices du droit commun au sein de chaque quartier prioritaire, mais également sur l'élaboration de règles de relation.



4.3 Calendrier de la programmation 2020

Les phases	Planning
Dépôt des dossiers	Du 4 novembre au 6 décembre 2019
Complétude des dossiers et mise en place des tableaux de programmation	Du 9 au 20 décembre 2019
Temps d'instruction des dossiers	Du 23 décembre au 17 janvier 2020
Comité de lecture intercommunal	Du 20 au 25 janvier 2020
Comités de lecture communaux	Du 27 janvier au 07 février 2020
Instruction et répartition financière par Commune	Du 10 au 22 février 2020
Comité Technique intercommunal	Entre le 24 et le 28 février 2020
Comité de pilotage	Entre le 02 au 06 mars 2020

4.4 Place des conseils citoyens :

4.4.1 Hyères les Palmiers :

Sur Hyères, deux conseils citoyens sont présents, un sur chaque quartier prioritaire (Centre Ancien, Val des Rougières). Chaque instance se compose de deux collèges. L'un est dédié aux acteurs locaux (associations, commerçants...), l'autre aux habitants. Les membres des deux instances sont conviés chaque année, à un comité de pré-lecture à l'occasion duquel les dossiers déposés dans le cadre du Contrat de Ville sont abordés en détail. Leurs avis et observations sont synthétisés dans un document de travail et relayés par le chef de projet lors du comité de lecture institutionnel. L'année 2020 a été marquée par l'arrêt momentané du conseil citoyen du VDR collège habitants pour des conflits inter personnels ; sur la demande de deux des membres, notre adulte relais a organisé une réunion de reprise autour d'un projet de journal local.

4.4.2 La Garde :

Le conseil citoyen de Romain Rolland a été mis en place en octobre 2014 ; des élections partielles ont eu lieu en mars 2019. Il regroupe 16 membres répartis pour moitié entre le collège « habitants » et le collège « acteurs locaux ». L'adulte relais recruté en août 2019 assure l'animation des réunions et le suivi des actions de cette instance.

Le conseil citoyen est associé à la programmation des actions mises en place dans le cadre du contrat de ville lors d'une réunion courant janvier (bilan de l'exercice précédent et présentation des dossiers déposés). Les avis et observations sont relayés lors du comité de lecture. Du fait de la crise sanitaire et des mesures imposées, aucune autre réunion n'a pu se tenir dans l'année.

4.4.3 La Seyne sur Mer :

Deux Conseils Citoyens sont présents sur la ville de la Seyne : un par quartier prioritaire. Ces conseils citoyens sont portés par le service Démocratie Locale. Sur le Centre-ville, trois collèges composent le conseil citoyen : habitants, associations et commerçants. Sur Berthe, le conseil citoyen est composé d'associations et d'habitants.

Les conseillers citoyens sont d'ordinaire présents sur chaque instance du contrat de ville, des comités de lecture jusqu'au comité de pilotage. Le protocole lié à la crise sanitaire n'ayant pas permis d'organiser des temps en présentiel collectif, les conseils citoyens n'ont exceptionnellement participé qu'aux comités de lecture.

4.4.4 Toulon :

L'année 2020 devait être l'occasion de développer une nouvelle dynamique auprès des 4 Conseils Citoyens. La crise sanitaire n'a pas été favorable à leur mobilisation. Le Conseil Citoyen Centre Ancien reste le plus actif et le plus structuré. Celui-ci accompagne et/ou est partenaire de certains projets déposés au titre du Fond de Participation des Habitants en Centre-Ville de Toulon.



5 Analyse quantitative et qualitative

5.1 Analyse quantitative :

Analyse des données sur la base du tableau de programmation 2020, signé le 14 novembre 2020 comprenant la 1^{ère} et 2^{ème} programmation.

En 2020, 280 dossiers ont été subventionnés soit 14 dossiers en plus par rapport à 2019 (266) par les 3 financeurs :

- Etat
- Métropole
- Villes

Le montant total des subventions allouées dans le cadre du Contrat de ville représente **2 924 500 €**. Ce montant comprend :

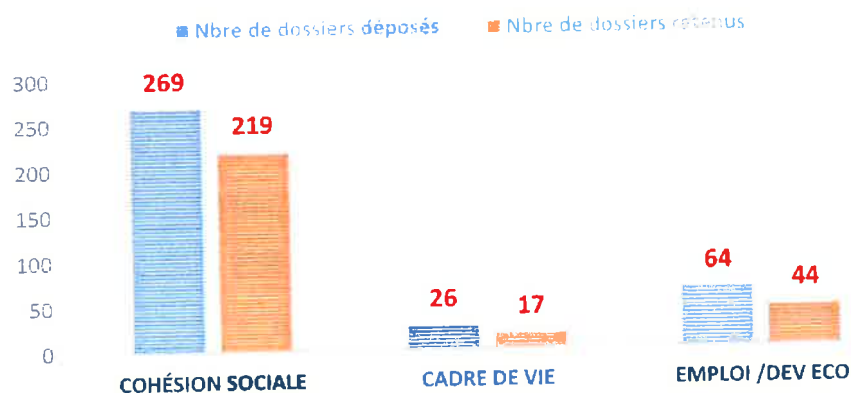
✓ La part des actions du contrat de ville	2 874 500 €
✓ La part Ville Vie Vacances et Equipe opérationnelle	50 000 €

NOMBRE DE DOSSIERS DÉPOSÉS ET RETENUS EN 2020



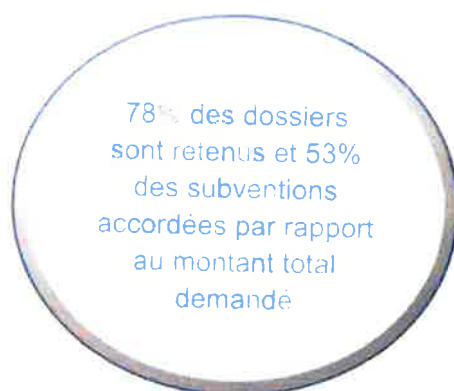
280 dossiers
retenus pour
91 porteurs

NOMBRE DE DOSSIERS DÉPOSÉS ET RETENUS PAR PILIER



86% de dossiers
en reconduction
(soit 241) et
14% d'actions
nouvelles

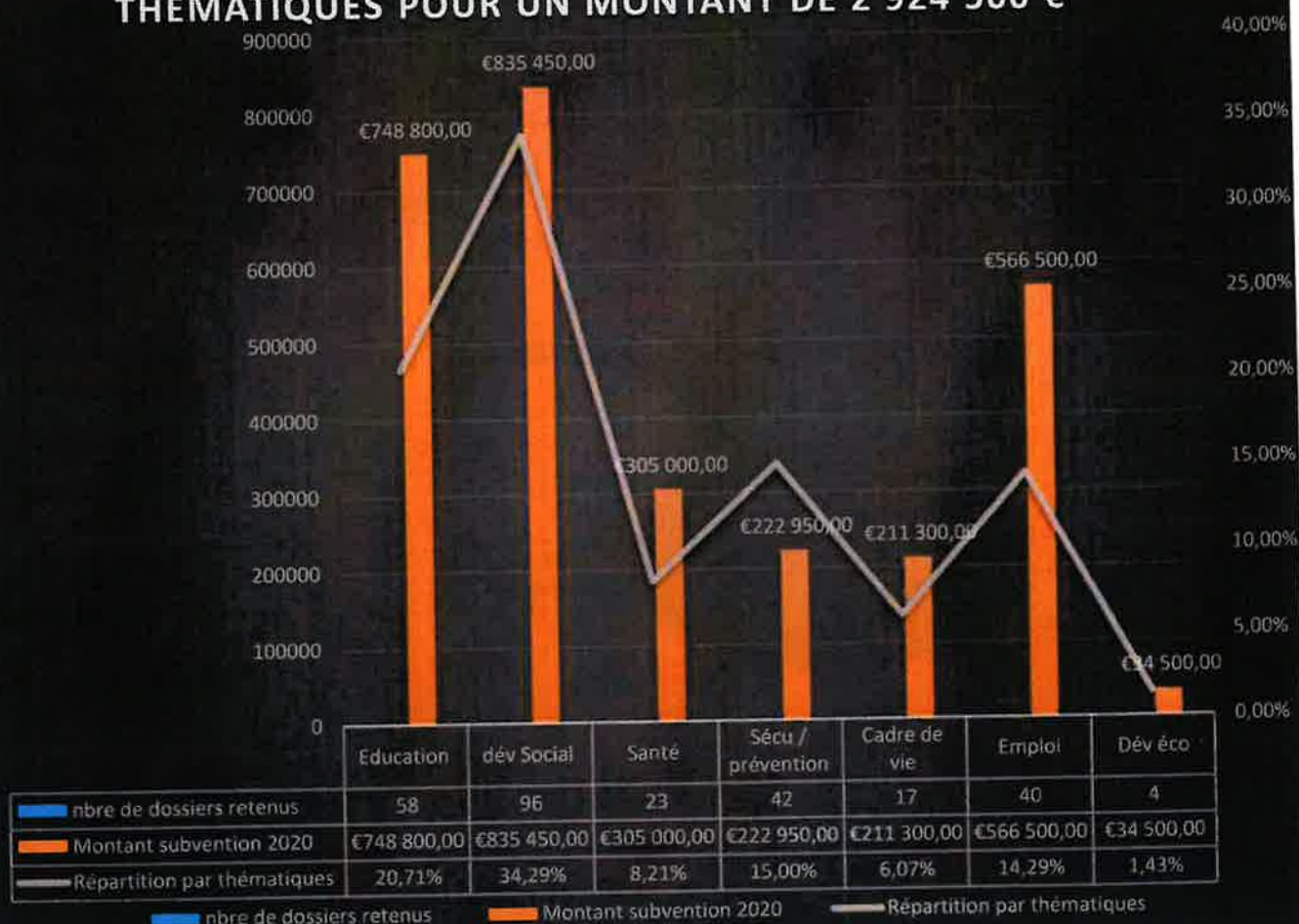
MONTANTS DES SUBVENTIONS ACCORDÉES SUR LES 3 PILIERS



RÉPARTITION DES SUBVENTIONS ACCORDÉES SUR LES 3 PILIERS



MONTANT DES SUBVENTIONS ACCORDÉES PAR THÉMATIQUES POUR UN MONTANT DE 2 924 500 €



5.1.1 Répartition des subventions par financeurs

	Nombre de dossiers retenus	Ville	Etat	TPM
HYERES	44	154 500,00 €	86 000,00 €	50 000,00 €
LA GARDE	17	10 000,00 €	21 000,00 €	30 000,00 €
LA SEYNE	86	300 000,00 €	490 500,00 €	150 000,00 €
TOULON	133	817 500,00 €	645 000,00 €	170 000,00 €
	280	1 282 000,00 €	1 242 500,00 €	400 000,00 €

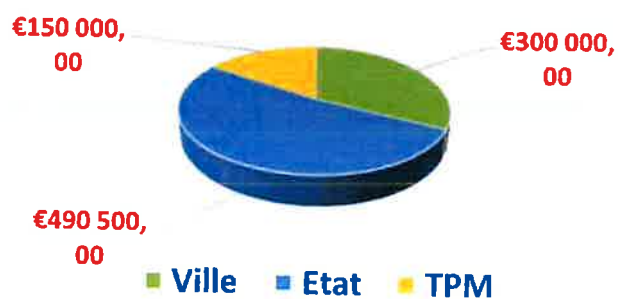
LA GARDE : 61 000 €



HYÈRES LES PALMIERS : 290 500 €



LA SEYNE SUR MER : 940 500 €



TOULON : 1 632 500 €



5.2 Analyse qualitative :



L'année 2020 a été marquée par un contexte inédit de crise sanitaire avec la propagation du virus Covid-19 et les conséquences humaines, économiques, sanitaires et sociales qui en ont découlé.

5.2.1 Analyse des fiches de synthèses 2020

L'analyse qualitative concerne les données extraites des Fiches de Synthèses 2020, communiquées par les porteurs de projet.

Outil d'évaluation travaillé par l'équipe projet, les fiches de synthèse permettent aux porteurs de projets de dégager des éléments de bilans quantitatifs et qualitatifs, pour les financeurs.

Ces données concernent les chiffres réels des différentes actions menées par les associations, tous territoires QPV confondus ; mais ne représentent pas la totalité des actions menées et des bénéficiaires concernés (extraction des données exploitables).

5.2.2 L'analyse du pilier Cohésion Sociale a permis le constat suivant

- ✓ 13 835,5 ateliers ou journées d'ouverture ont été effectués, toutes actions de Cohésion Sociale confondues (contre 17151,5 ateliers en 2019 soit une diminution de 19,3%)
- ✓ 42 363 personnes ont pu bénéficier de ces actions dont 29 879 personnes issues de QPV, soit 70,5% du public.
- ✓ La proportion de femmes issues de QPV et bénéficiaires des actions est d'environ 55% (16002 personnes) contre environ 45% (12 381 personnes) d'hommes issus des QPV.
- ✓ Le nombre de bénéficiaires des différentes actions est minoré de 12,5% par rapport aux estimations initiales (48 416 personnes estimées).

La crise sanitaire traversée a eu des implications et conséquences sociales fortes à la fois sur les personnes et sur les associations accompagnant le public. Parmi les plus exposés : les enfants, les personnes vivant dans un contexte de violences et en particulier les femmes, les personnes âgées, les personnes isolées, les personnes en situation de handicap, de précarité, celles souffrant de troubles psychiques ou d'addiction... Les violences conjugales et intrafamiliales ont considérablement augmenté.

La continuité pédagogique, en particulier pour les enfants et les personnes en insertion socioprofessionnelle, a été très complexe à garantir notamment pour les publics en situation de fracture numérique.

Il est à noter, en cette période de confinement durant l'année 2020, l'agilité et l'investissement des structures associatives qui ont su s'adapter et faire évoluer leurs activités en développant de nouveaux modes de travail et d'intervention. Celles-ci, durant toute cette période, ont été parfois le seul lien social, le seul interlocuteur des habitants, faisant preuve d'un dévouement et d'une adaptabilité remarquables à l'endroit des populations. Ceci a permis, a minima, de limiter les conséquences dramatiques de situations sociales critiques, en particulier pour les personnes en situation d'isolement, de violences intra familiales, de précarité, de fragilité psychologique voire psychiatrique. Cette crise sanitaire et le confinement a laissé des séquelles importantes sur des publics déjà fragilisés, y compris au sortir du confinement, où il est observé des situations de repli sur soi, de peurs accrues et de fractures profondes dans des dynamiques d'insertion déjà difficiles.

5.2.3 L'analyse du pilier Cadre de vie a permis le constat suivant :

- ✗ 716 ateliers ou journées d'ouverture ont été comptabilisés (contre 1901 journées en 2019, soit 62% de diminution d'activité).

- ✕ 3 813 personnes ont bénéficié des actions, soit 38,7% de moins que l'estimation initiale des porteurs de projets (6217).
- ✕ 86 % des bénéficiaires étaient issus de QPV (soit 3 294 personnes).
- ✕ 63% des bénéficiaires étaient des femmes (2 080) issues de QPV, contre 37% d'hommes (1 214).

La dégradation liée à la crise sanitaire a davantage affecté les personnes les plus fragiles qui ont déjà des difficultés liées au logement (paiement des loyers, dégradation du logement...). De manière générale, la crise sanitaire a renforcé les difficultés vécues par les personnes mal logées : il est éprouvant d'être confiné dans un logement insalubre ou un logement sur occupé en sachant que cette situation de mal-logement est propice à la propagation du virus. Les mesures sanitaires ont conduit à la baisse voire la perte de revenus de certains ménages déjà en impayés de loyers, et ont fait basculer dans l'impayé ceux qui étaient déjà fragilisés. (Source : Rapport annuel *26 "Fondation Abbé Pierre Etat du Mal Logement"). Les actions prévues dans le cadre du pilier Habitat du Contrat de ville n'ont pu être toutes menées à bien en raison des contraintes liées aux risques et aux mesures sanitaires, ainsi qu'à la peur prégnante dans de nombreux foyers.

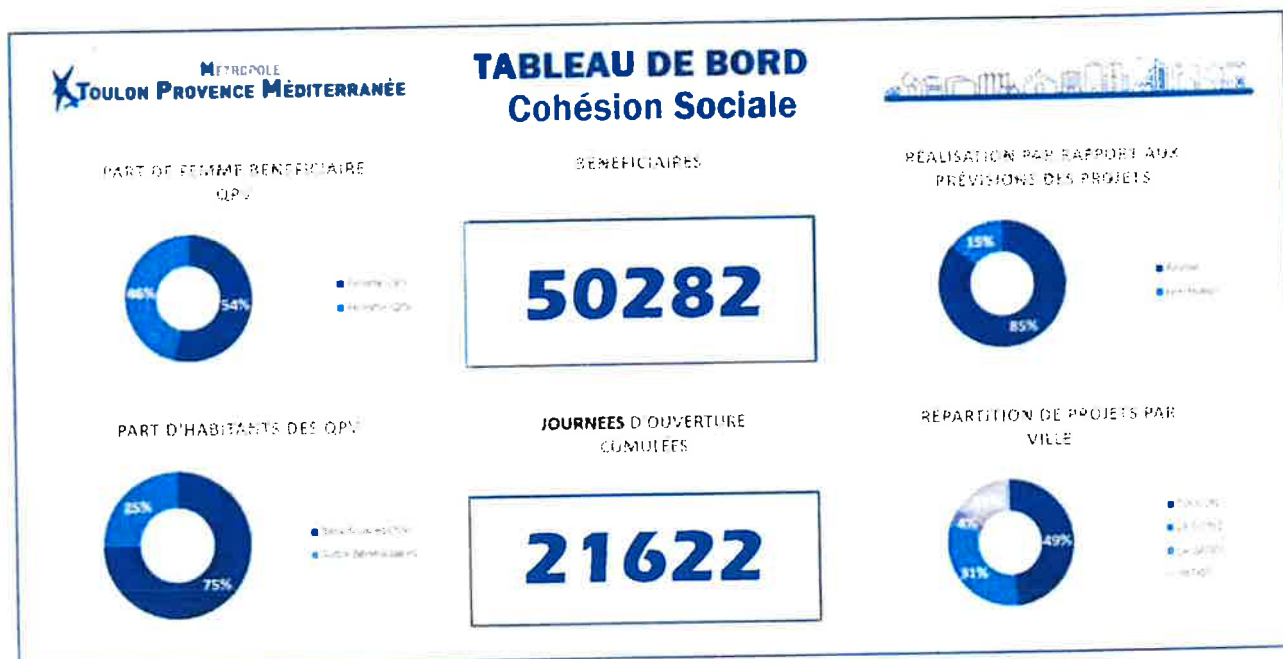
5.2.4 L'analyse du pilier emploi a permis le constat suivant :

- ✕ Le pilier Emploi a permis de relever que 4 789,5 ateliers ou journées d'ouverture ont été effectué en 2020 (contre 8 481,5 en 2019 soit - 45,5%), toutes actions en faveur de l'Emploi et du développement économique confondues.
- ✕ Les associations ont reçu 4 103 bénéficiaires, tous issus de QPV.
- ✕ 50,1% (2 057) des bénéficiaires étaient des femmes issues de QPV, contre 49,9% (2 046) d'hommes

L'analyse effectuée par L'Observatoire National de la Politique de la Ville a montré qu'en 2020 les habitants des QPV occupaient autant qu'au niveau national des professions en première ligne face au coronavirus (près de 40 % des personnes en emploi – Graphique 4, Robin, 2021) et exerçaient plus fréquemment encore des professions nouvellement vulnérables c'est-à-dire relevant de secteurs dont l'activité a été ralentie ou stoppée pendant la crise sanitaire. Ils cumulaient, outre le fait d'être dans des secteurs à l'arrêt, un risque accru de chômage ou de faillite lié à leurs statuts précaires (CDD, intérim, contrat saisonnier...) et un risque plus élevé d'arrêt d'activité lié au fait que le travail à distance n'était pas possible.

276 projets ont été recensés, ils ont permis de faire ressortir des totaux globaux sur l'ensemble des projets financés par la métropole TPM dans le cadre du Contrat de ville :

Public reçu		Dont bénéficiaires QPV	Dont femmes QPV	Dont hommes QPV	Journées d'ouverture et/ou ateliers effectués
Prévisionnel	Réalisé				
58 923	50 282	37 718	20 442	15 780	21 622



- ✕ La part d'habitants des Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) 75%
- ✕ La part de femmes venant QPV est de 54%
- ✕ Les estimations en nombre de bénéficiaires ont été réalisées à hauteur de 85%
- ✕ La ville de Toulon recense le plus de projets représentant 49% du total

5.2.4.1 Evaluation des mesures d'impacts 2015 - 2022

Dans le cadre de son programme de travail 2020 sur le Contrat de Ville 2015-2022, la Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) a souhaité amorcer une démarche de mesure de l'impact des actions financées au titre de la Politique de la Ville.

La nouvelle démarche d'évaluation proposée a reposé essentiellement sur le recueil de la parole des usagers, afin d'éclairer les effets concrets de l'intervention sur leur quotidien mais aussi de connaître leurs impressions quant à l'action. L'action retenue pour cette expérimentation concerne un projet soutenu sur l'ensemble des territoires sur la thématique de l'insertion professionnelle des publics.

Pour l'accompagner dans cette démarche, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité l'Agence d'urbanisme de l'Aire Toulonnaise et du Var (AUDAT), chargée de l'Observatoire des quartiers prioritaires de MTPM. Ainsi que le service Politique de la Ville d'Hyères, qui avait entamé une réflexion en amont sur un projet d'évaluation de ce type.

A travers des entretiens individuels et collectifs menés par l'AUDAT et un questionnaire commun, des résultats sont ressortis :

La forte volonté des bénéficiaires de trouver un emploi et d'être soutenus dans leur démarche

La grande variabilité des freins à l'emploi : éloignement longue durée du marché de l'emploi, origine géographique, parentalité, maîtrise de la langue française...

4 personnes sur les 10 interrogées sont aujourd'hui en emploi

Sur le plan personnel, des effets positifs : Libérer sa parole et être soi-même, Reprendre confiance en soi et rompre l'isolement, L'importance de se sentir écouté et soutenu

Un bilan très largement positif : 9 bénéficiaires sur 10 ont un très bon avis sur l'action

Dans la perspective d'un essaimage de cette évaluation qualitative sur les 4 communes du Contrat de ville, des améliorations seront apportées lors de la mise en œuvre d'une mesure

d'impact à plus grande échelle pour faire évoluer et améliorer les actions menées par les associations porteuses de projet dans le cadre du Contrat de Ville.



6 Axes déclinés par communes

6.1 Les généralités

6.1.1 La Cohésion sociale

Le pilier Cohésion sociale prévoit les mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs, et aux actions assurant le lien social sur le territoire. Elles assurent un investissement supplémentaire des partenaires du contrat de ville dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la justice.

Selon la circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des contrats de ville, le pilier « cohésion sociale » a pour objectif de mettre en place des actions visant « à réduire la pauvreté, à tisser le lien social et à renforcer la solidarité entre les générations ». Ce volet doit permettre d'aborder les questions d'éducation, de politiques sociales, de santé, d'accès aux services publics mais aussi de prévention de la délinquance et de présence judiciaire.

Zoom sur le rapport national 2020 ONPV "Vulnérabilités et Ressources des Quartiers Prioritaires" : « Plus exposés à la circulation du virus, les résidents des QPV étaient deux fois plus fréquemment positifs à la Covid-19 en mars 2020. »

Durant la crise liée à la Covid-19, le numérique et ses usages ont joué un rôle clé dans la vie quotidienne (école à la maison, télétravail, démarches administratives notamment). Selon l'enquête CAPUNI menée en 2019, les habitants des QPV jugent moins facile d'effectuer des tâches administratives en ligne, en particulier celles qui touchent aux impôts et à la Caisse d'allocations familiales. Ces difficultés quant aux usages du numérique ont pu être exacerbées en période de crise sanitaire pour réaliser les démarches du quotidien. »

6.1.2 Le Cadre de vie

Le pilier « Cadre de vie et renouvellement urbain » a pour objet de relayer les actions relatives au cadre de vie des habitants, qu'elles s'inscrivent dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) ou non.

Le pilier Cadre de vie et renouvellement urbain regroupe le projet de Gestion urbaine et sociale de proximité (GSUP), les thématiques du logement et de peuplement, les enjeux de desserte par les transports collectifs.

Zoom sur le rapport national 2020 ONPV "Vulnérabilités et Ressources des Quartiers Prioritaires" : "La sur-occupation d'un logement est définie en rapportant la composition du ménage qui l'occupe au nombre de pièces du logement. Un logement est qualifié de sur-occupé dès lors qu'il lui manque au moins une pièce par rapport à une norme d'occupation normale. Ce phénomène est beaucoup plus marqué dans les QPV : en 2016, la sur-occupation concerne 14 % des ménages dans les QPV métropolitains, soit un taux presque trois fois supérieur à la sur-occupation de l'ensemble des ménages de France métropolitaine (4,8 %)."

6.1.3 L'Emploi et le Développement économique

Les dispositifs relatifs au développement de l'économie et à l'emploi se doivent d'être multiples en direction des QPV, qu'il s'agisse de favoriser la formation ou la requalification des jeunes des quartiers prioritaires, l'accompagnement vers l'emploi ou la création d'entreprise ainsi que de faciliter le développement économique et la création ou le maintien de l'activité dans ces quartiers.

Par ailleurs, les résidents des QPV exercent beaucoup plus fréquemment des professions "nouvellement vulnérables" (1,6 fois plus qu'au niveau national), c'est-à-dire relevant de secteurs dont l'activité a été ralentie ou stoppée pendant la crise sanitaire. En outre, en raison des professions exercées par les personnes en emploi, le recours au télétravail est moins fréquent en QPV. L'impossibilité de télé-travailler et les déplacements domicile-travail qui en résultent, ont augmenté l'exposition des habitants des QPV au virus de la Covid-19.

Source ONPV : "En dépit de la diminution du taux de chômage (22,5 % en 2019 contre 26,7 % en 2014), la situation de l'emploi dans les QPV reste toujours très dégradée par rapport à celle des autres quartiers des unités urbaines englobantes. Le taux de chômage des habitants des QPV est deux fois et demie supérieur à celui des autres quartiers des unités urbaines englobantes (2019 : 22,5 %, contre 8,4 %).

6.2 HYERES :



6.2.1 La cohésion sociale

6.2.1.1 Evolution dans les QPV :

Si la crise sanitaire a impacté les actions dans leur ensemble quant à la participation des publics, les partenaires associatifs sont restés néanmoins fortement présents et actifs auprès des publics en adaptant leurs prestations autant que possible, aux contraintes sanitaires. En outre, la recrudescence des violences faites aux femmes suite aux multiples confinements (hausse de 32 % signalé par AVRE) a alerté la commune qui a souhaité mettre l'accent sur des actions en faveur des victimes.

Le Centre Ancien connaît une situation apaisée compte tenu d'aménagements réalisés par la Commune même si certains ménages demeurent en grande précarité sociale.

Le Val des Rougières est marqué par des problématiques sécuritaires et d'incivilités qui impactent les habitants au quotidien. La crise sanitaire a amplifié le phénomène de cloisonnement et l'agressivité des habitants. Pour autant, Les opérateurs sur site restent actifs et ont su réadapter leurs actions et trouver de nouveaux modes de fonctionnement. La Commune de son côté a impulsé au travers des réunions d'acteurs, l'organisation de temps d'échange réguliers entre les différents acteurs du quartier et le service politique de la ville pour un partenariat efficient et réactif.

6.2.1.2 Compte-rendu / évaluation des actions :

33 actions ont été réalisées dans ce pilier : 4 ont concerné le volet éducatif, 22 le développement social, 4 la santé et 3 la sécurité/prévention de la délinquance.

- ✓ Le volet Éducatif comprend l'action « passerelle école entreprise » de Face Var (269 collégiens bénéficiaires), le « point d'accueil de l'école des Parents et des Éducateurs » (8 familles prises en charge à cause des fermetures ponctuelles dues à la crise sanitaire) et « les ateliers de loisirs éducatifs du Centre social et culturel » ISA (une centaine d'enfants).
- ✓ Le volet Développement social concerne essentiellement les actions d'accès au droit (AAVIV, CIDFF), de soutien aux démarches administratives (Les Mamans du Valdés, Face Var), d'alphabétisation (Face Var, ISA), d'animations culturelles et sportives (UFOLEP, Arty Family, CSK, Villa Noailles...) et d'initiatives citoyennes (Les Mamans du Valdés, FPH).
- ✓ Le volet Santé s'adresse plus particulièrement aux personnes en grande précarité par le biais de l'association En Chemin (accueil de jour, Promosoins) et des Bout 'chou de l'Espoir (aide alimentaire et vestimentaire pour les jeunes enfants).
- ✓ La thématique Sécurité – Prévention de la délinquance regroupe le Centre de Loisirs Jeunes (92 bénéficiaires), le point d'accueil et d'écoute psychologique des femmes et

enfants victimes de violence d'AVRE (39 bénéficiaires en rendez-vous, des centaines en consultation téléphoniques, sms et mail 7 jours sur 7 pendant le confinement, et la permanence juridique et psychologique à destination des victimes d'infraction de l'AAVIV (160 bénéficiaires). Cette année, une forte recrudescence des appels est à noter compte tenu des confinements récurrents.

6.2.1.3 Dispositifs transversaux :

La Commune s'investit en faveur de la réussite éducative par le biais de différents dispositifs le Programme de Réussite Educative PRE



Les efforts municipaux se concentrent également sur l'accès au droit.

Le PAD (Point d'Accès aux Droits) a accueilli 2368 personnes en 2020.

6.2.1.4 Perspectives :

L'alphabétisation, l'apprentissage du français et l'aide aux devoirs pour les plus jeunes à fait l'objet d'une multiplication des créneaux par notre partenaire Face Var sur le Val des Rougières.

Au vu des problématiques récurrentes de décrochages scolaires, de taux de demande de dérogation pour changement d'établissement dans les quartiers politiques de la ville qui impacte sérieusement la mixité.

Le projet d'une demande d'accès à un programme de cité éducative paraît tout à fait pertinent.

6.2.2 Le cadre de vie

Le pilier « cadre de vie et renouvellement urbain » a pour objet de relayer les actions relatives au cadre de vie des habitants, qu'elles s'inscrivent dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) ou non.

Le pilier Cadre de vie et renouvellement urbain regroupe le projet de Gestion urbaine et sociale de proximité (GSUP), les thématiques du logement et de peuplement, les enjeux de desserte par les transports collectifs.

6.2.2.1 Evolution dans les QPV :

Le cadre de vie sur le Centre Ancien s'est amélioré suite notamment à l'OPAH-RU et à la création d'un Parcours des arts. Des locaux commerciaux ont été créés ou réhabilités dans le cadre de cette opération et attribués à des artisans d'art. Un cheminement avec des repères visuels a été formalisé.

La réhabilitation de l'habitat par le biais de la concession d'aménagement par VAD s'est poursuivie avec un financement FEDER de 1 090 000 euros (Coût total programmé de l'opération 2 180 000 €). Cette opération se prolonge par la valorisation de ses équipements (plaquettes, événementiels...).

En 2019, elle a fait l'objet d'une visite de contrôle de la Commission Européenne.

Les habitants s'investissent dans des opérations de végétalisation localisées.

Sur le Val des Rougières, l'emploi d'une équipe de nettoyage quotidienne a eu un impact sur la propreté des espaces extérieurs bien que des incivilités en termes de dépôts de déchets sauvages demeurent ;

6.2.2.2 Compte-rendu / évaluation des actions :

À l'instar de 2019, Une action unique a concerné le pilier Habitat-cadre de vie. Il s'agit de l'action « Amélioration de l'habitat des personnes défavorisées » portée par l'association Entraide qui consiste en la réalisation de petits travaux d'intérieur, de déménagements, de débarrât de logement et de valorisation de meubles, dans un objectif de lutte contre l'habitat

indigne. Les bénéficiaires sont orientés par les assistantes sociales du Département et par les organismes de tutelles. Les personnes âgées, porteuses d'handicap et les personnes isolées représentent la majorité des prises en charge.

Toujours dans le cadre « amélioration de l'habitat » Le Fond de Participation des habitants a été sollicité par les membres du conseil citoyen du centre ancien pour la création de jardinières en palette.

Une partie de l'abattement de TFPB¹ de Var Habitat a été utilisée cette année dans des actions d'embellissement du Val des Rougières (fresques murales et sur containers à ordures ménagères).

6.2.2.3 Perspectives :

Les habitants du Centre Ancien vont poursuivre leur opération de végétalisation de leur quartier au travers du Fond de Participation des Habitants (FPH). Un nouveau projet de fresque sur le mur de la crèche « Tom pousse » sur le Val des Rougière est à l'étude.

6.2.3 L'emploi et le développement économique

Selon le rapport annuel 2016 de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV), dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, le taux de chômage atteint 26,4 % contre 10,1 % dans les unités urbaines englobantes ; le taux d'activité est également très inférieur à celui des unités urbaines englobantes puisqu'il atteint 59 % contre 72 %. Ces chiffres expliquent que le développement économique et l'emploi, qui représente un enjeu majeur pour ces quartiers, soient obligatoirement déclinés dans les contrats de ville.

Les dispositifs relatifs au développement de l'économie et à l'emploi se doivent d'être multiples en direction de ces quartiers, qu'il s'agisse de favoriser la formation ou la requalification des jeunes des quartiers prioritaires, l'accompagnement vers l'emploi ou la création d'entreprise ainsi que de faciliter le développement économique et la création ou le maintien de l'activité dans ces quartiers.

6.2.3.1 Evolution dans les QPV

Plusieurs associations s'investissent en faveur de l'emploi des habitants des QPV. Il est à noter le développement du dispositif des « Invisibles » porté par la Mission Locale CORAIL. Des opérations ponctuelles de recrutement sont organisées d'autre part par Face Var. Outre l'emploi, la demande des jeunes a trait également à la recherche de stages en entreprise et de contrats d'apprentissage. Outre l'emploi, la situation démontre que le développement économique est aussi important dans les quartiers au travers d'actions d'aide à la création ou reprises d'entreprises ou de commerces avec le soutien matériel de la commune.

6.2.3.2 Compte-rendu / évaluation des actions

9 actions se sont inscrites dans le volet Emploi. L'éloignement de l'emploi de certains publics est tangible. En cela, les chantiers d'insertion et les accompagnements renforcés apparaissent comme un maillon essentiel.

L'APS s'y emploie au travers de ses chantiers éducatifs (7 jeunes en 2020) et « tremplin vers l'inclusion » (13 bénéficiaires dont 2 sorties en CDI) qui constituent souvent une première expérience professionnelle. De même que « l'Accompagnement renforcé sur les chantiers hyérois » de la Sauvegarde des Forêts Varoises ont vocation à remobiliser un public en total décalage avec les attentes premières des employeurs (33 bénéficiaires sur ces 2 actions).

Les freins à l'emploi peuvent également prendre la forme de la mobilité. L'auto-école sociale de l'APS a inscrit 17 personnes dans un parcours d'accès au permis de conduire cette année 9 en SAMI service aide à la mobilité avec la mission corail et 8 en parcours d'insertion par la mobilité). L'accompagnement de Face Var au travers de son action « Job contact » destinée

¹ Taxe foncières

au + de 26 ans et « Job Académie » pour les jeunes diplômés, s'est adressé à 20 personnes pour un taux de retour à l'emploi et sortie dynamique de 60 % à l'issue des parcours. Enfin, le « PAQTE » a profité à de nombreux collégiens hyérois issus des quartiers au titre de stages en entreprise.

6.2.3.3 Perspectives :

Des chantiers éducatifs sont actuellement réalisés par l'APS pour des travaux ponctuels, en partenariat avec la Commune. Une réflexion est actuellement menée pour recenser les besoins sur le territoire et développer un chantier d'insertion à l'année ainsi que de trouver différents chantiers plus « pédagogiques » et intéressants. D'autre part, des permanences décentralisées dans les quartiers prioritaires et de veille active, des partenaires à l'emploi en faveur des jeunes, sont envisagées. Elles réuniraient simultanément la Mission Locale, l'APS, L'E2C et la Sauvegarde des forêts varoises. Celle-ci pourrait se réaliser au travers du projet d'une Maison des services publics qui est à l'étude.

Au regard de la recrudescence des échecs scolaires et les décrochages dans les quartiers, la ville souhaite financer l'année prochaine une action FACE Var « osons l'apprentissage » au sein du collège Marcel Rivière afin de repérer les jeunes en difficulté et leur proposer des solutions.

Enfin, nos partenaires spécialisés dans la thématique emploi tels que face var ou encore la mission locale ont le projet de développer l'offre d'emploi et d'accompagnement par l'outil numérique. Des applications dédiées sont en projet à cet égard.

Plus que jamais dans ce contexte de crise, il est indispensable de développer la communication et la coordination des actions entre les différentes associations partenaires, les conseils citoyens et la commune.

6.3 LA GARDE



En 2020, 24 dossiers ont été déposés par 18 porteurs de projet. Presque les 3/4 concernent le pilier Cohésion sociale. 17 dossiers ont été retenus dont 4 nouvelles actions soit le quart des projets portés par 4 nouvelles associations. 60% sont des dossiers intercommunaux.

Au total, le Contrat de ville a mobilisé 61 000€.

6.3.1 La cohésion sociale :

Les acteurs publics sont très présents au cœur du quartier : Police Nationale, Maison des Initiatives Sociales de la Beaussière, Greta, Multi-Accueil de la petite enfance, école maternelle et relais jeunes ; cette dernière structure ciblant le jeune public de 11 à 17 ans a ouvert fin 2019.

6.3.1.1 Evolution dans les QPV

La présence de l'adulte relais recruté en août 2019 sur le quartier Romain Rolland dont la mission est de faire le lien entre les habitants et les acteurs locaux est un réel atout. animateur du conseil citoyen, à l'écoute de chacun, il fait passer les informations et est présent sur le terrain pour le démarrage des activités de chaque action.

Malgré le contexte sanitaire et notamment les confinements imposés en 2020, toutes les actions ont pu être réalisées.

6.3.1.2 Compte rendu / Evaluation des actions

80% des actions ont été réalisées dans ce pilier, réparties de façon équilibrée entre les différents volets. La ville a voulu poursuivre son idée de développer les animations au cœur du quartier, au plus près des habitants, en extérieur et en horaires décalés ; le but étant d'occuper l'espace public après les horaires de fermeture de la Maison des Initiatives Sociales.

Cet objectif, pour cette année exceptionnelle, a permis d'effectuer les actions malgré la fermeture au public des locaux municipaux.



- ✓ Le volet Educatif comprend les animations scientifiques des Petits Débrouillards (23 bénéficiaires pendant les journées Pass-familles), « Passerelle Ecole/Entreprise » de Face Var pour des ateliers en direction des classes de 6ème et de 3ème du collège Cousteau et la permanence Ecoute Parents mise en place par l'ADSEAAV pour les familles qui rencontrent des difficultés relationnelles avec leurs enfants (20 bénéficiaires dont 3 hommes).
- ✓ La thématique Développement social a été largement étoffée par 3 nouvelles actions : des ateliers de modelage d'argile pour 16 enfants, la construction de 3 courts-métrages à l'automne par Les Ateliers de l'Image avec les enfants et des cours d'aisance aquatique par la Ligue régionale PACA de natation.
- ✓ 2 ateliers sportifs ont été reconduits : la découverte du tennis pour une 15aine d'enfants chaque mardi soir par le Tennis Club Gardéen et la boxe au féminin en journée par le Ring Gardéen.
- ✓ Le volet Santé s'adresse principalement aux jeunes en souffrance psychique par le biais de l'association AVRE. Des ateliers de cuisine avec une approche nutritionnelle ont été dispensés par Carrément Toqué et des ateliers plus ludiques proposés aux enfants par Les Petits Débrouillards.
- ✓ Le volet Sécurité/ Prévention de la délinquance regroupe le point d'accueil et d'écoute psychologique de AVRE avec l'aide aux femmes et enfants victimes de violence ainsi que le soutien à la fonction parentale ainsi que la permanence juridique et psychologique à destination des victimes d'infraction de l'AAVIV. Ces associations ont été largement sollicitées pendant la période de confinement. AVRE a mis en place des téléconsultations auprès de ses bénéficiaires et autres personnes en souffrance, tel le personnel soignant largement mobilisé.

6.3.1.3 Dispositifs transversaux :

Depuis 2012, la Ville, pour redonner vie et animation au quartier, a fait le choix d'ouvrir une Maison des Initiatives Sociales (MIS) avec un personnel qualifié qui est à la disposition exclusive des habitants. Les inscriptions de nouvelles familles aux diverses activités ont augmenté malgré la situation sanitaire (choix d'activités en extérieur).

Dans le cadre de l'offre aux familles, pour l'accès aux droits, des accompagnements sont prévus pour faciliter leur quotidien (écrivain public, initiation informatique, permanences bureau de l'emploi...).

La Commune s'investit en faveur de la réussite éducative : PRE (50 enfants), Coup de Pouce Clé (15 enfants) et l'aide aux devoirs par la MIS de la Beaussière.

Au titre du droit commun, la ville intervient également sur différents dispositifs intégrant les tranches du quotient familial : les Semaines à Thème (séjours de vacances proposés aux enfants de 9 à 17 ans), et le CLAS. Elle soutient l'association CLAE (centre de loisirs associé aux écoles) pour le QVA de La Planquette. Également, un dispositif qui a fait ses preuves : le Pass 'Point Citoyen pour tous les jeunes gardéens (60 H de travail pour la collectivité = 300€).

En matière de sécurité et de prévention de la délinquance, le référent CLSPD est actif et fonctionne en lien avec le chef de projet Politique de la ville.

6.3.1.4 Perspectives :

- ✓ Poursuivre la dynamique des partenariats entre écoles et structures sociales (PEDT).

- ✓ Repenser le CLAS² en augmentant la participation des parents.
- ✓ Amplifier le Fonds de Participation des Habitants via le conseil citoyen pour générer une entraide entre parents des écoles du QPV.

Augmenter les inscriptions des jeunes de la structure Relais Jeunes (réflexion sur les freins).

6.3.2 Le cadre de vie

Un seul bailleur social gère le parc de logements, la SAGEM. Les espaces verts sont entretenus par un chantier d'insertion pris en charge par celle-ci dans le cadre du dispositif d'abattement de la TFPB. Des actions complémentaires comme l'enlèvement des graffitis, des épaves de voiture ou l'entretien des espaces communs améliorent le cadre quotidien.

6.3.2.1 Evolution dans les QPV

Les habitants, notamment les jeunes, demandent la réhabilitation du stade Romain Rolland, propriété communale contigüe au périmètre du QPV. Quelques agrès favorisant la mixité des genres ont été installés par le bailleur mais la réflexion doit être engagée sur un projet de plus grande envergure avec ouverture sur l'ensemble des habitants de la ville pour favoriser la mixité sociale.

6.3.2.2 Compte rendu / Evaluation des actions

Aucune action n'a été mise en place sur le pilier Habitat/Cadre de vie en 2020. En 2019, la seule action qui concernait l'amélioration de l'habitat des personnes défavorisées dans un objectif de lutte contre l'habitat indigne n'avait bénéficié qu'à une famille.

6.3.2.3 Perspectives

Réalisation du boulodrome et réhabilitation du stade Romain Rolland par le bailleur.

6.3.3 L'emploi et le développement économique

Le public cible des appels à projets lancés par l'Etat étant les invisibles, la ville de La Garde, dans le cadre du plan Quartier d'été 2020, a créé l'action « Aide à la mobilité » afin de lever les freins à l'emploi. 9 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé par le Bureau Information Jeunesse et le Bureau de l'Emploi et d'une aide de 1 000€ pour passer le permis de conduire ; la contrepartie étant la réalisation de travaux divers dans les services de la mairie.

6.3.3.1 Evolution dans les QPV

Le partenariat avec les entreprises et les associations évolue pour le repérage des jeunes et notamment des invisibles. Les propositions d'actions sur le terrain sont plus nombreuses pour aller à la rencontre de ce public, au cœur du quartier.

Concernant le volet Développement économique, pas de commerce ni d'entreprises visibles sur le quartier mais plus d'une centaine d'entreprises individuelles, pour la plupart autoentrepreneurs, répertoriées dans différents domaines.

6.3.3.2 Compte rendu / Evaluation des actions

3 actions sont développées, en renouvellement, sur le pilier Emploi.

Face Var, par l'intermédiaire de l'action « Face à l'emploi-Job Contact » a accompagné le parcours de 8 demandeurs d'emploi de +26 ans pour un retour à l'emploi à hauteur de 30%.

² Le contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) désigne l'ensemble des actions visant à offrir, aux côtés de l'École, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir à l'École

L'action « PAQTE » de Face Var permet l'animation d'un réseau de 139 entreprises dont 16 signataires en 2020. Ce réseau aide en particulier les collégiens/lycéens à trouver un stage ou un contrat d'alternance. Concernant le chantier d'insertion de l'APS pour la rénovation des bâtiments de l'université, l'entretien intérieur des locaux et des espaces verts, 2 hommes ont bénéficié du dispositif.



6.3.3.3 Perspectives :

- ✓ Redynamiser le partenariat avec le Greta Tourisme/Hôtellerie situé au cœur du quartier, seul centre national d'apprentissage et de formation au pied des tours.
- ✓ Mobiliser davantage les habitants sur les chantiers d'insertion.
- ✓ Accompagner l'Ecole de la 2ème Chance pour une présentation de cet établissement aux jeunes du quartier.

Sur le volet Développement économique, accompagner les autoentrepreneurs par de la formation ou des rencontres pour les inciter à se retrouver et à tisser un réseau de professionnels.

6.4 LA SEYNE



En 2020, 86 dossiers ont été financés dont, parmi eux, 18 nouvelles actions (sur 30 demandes), ce qui représente un projet sur cinq. Le ratio d'intérêt des nouveaux dossiers est supérieur à l'année précédente puisqu'en 2019, un projet financé sur cinq concernait une nouvelle action. Au total en 2020, le Contrat de Ville a mobilisé 940 500€ sur la Commune de la Seyne-sur-Mer.

6.4.1 La cohésion sociale

6.4.1.1 Evolution dans les QPV

Le pilier Cohésion Sociale représente 70% des dossiers déposés (76 sur 108), 75% des dossiers retenus (65 sur 86) et reçoit 80% de l'enveloppe totale (752 000 euros sur 940 500 euros). Ceci s'expliquant par le fait que cette thématique regroupe un nombre important de sous-thématiques (éducation, développement social, sécurité et prévention de la délinquance, culture, sport, santé).

Ce pilier regroupe en majeure partie des thématiques dont la Ville possède les compétences et de ce fait, y attribue la quasi-totalité de son enveloppe (275 500 euros sur 300 000 euros).

71% des demandes concernant de nouveaux projets ont été financés (15 actions sur 21 demandes). Ces nouveaux projets représentent 23% des projets soutenus dans cette thématique.

- ✓ La thématique Education porte sur 17 actions financées (sur 20 dossiers déposés), pour un montant global de 330 300 euros. Les actions répertoriées dans le volet Education sont relativement diversifiées. Nous y retrouvons entre autres :
- ✓ 8 actions à destination des enfants et des jeunes. Ces actions consistent à mettre en place des loisirs, à accompagner le jeune public sur du tutorat scolaire ou bien encore prévenir l'illectronisme³. 5 associations sont pilotes de ces 8 projets qui rassemblent environ 1000 fréquentations dont plus de 70% proviennent du quartier nord (ceci s'explique par l'implantation de la majorité de ces structures sur Berthe).

³ 17% de la population française est concernée par l'illectronisme, selon l'Insee. Il s'agit de la difficulté, voire l'incapacité, à utiliser les appareils numériques et les outils informatiques en raison d'un manque ou d'une absence totale de connaissances à propos de leur fonctionnement

- ✓ 2 actions se déroulent dans les établissements scolaires, sur le temps scolaires, portées par Face Var et ont touché approximativement 150 collégiens et lycéens.
- ✓ 4 actions portent sur l'accompagnement des familles, aussi bien sur du loisir que sur du soutien à la fonction parentale.
- ✓ Enfin, 2 actions répondant à un besoin post-premier confinement ont émergé, bénéficiant d'une subvention en seconde programmation de l'Etat : ainsi l'AVEF a proposé des cellules d'écoute psychologique et une offre de soins sur la seconde partie de l'année 2020. L'association Femme dans la Cité a organisé des sorties à la journée, supplémentaires à leur programmation initiale, pour permettre aux familles de sortir du quartier.
- ✓ La thématique Développement social porte sur 35 actions financées (sur 40 dépôts de dossier) pour un montant global de 328 950 euros. Les actions subventionnées dans le cadre de ce volet thématique sont multiples du fait de la diversité des orientations stratégiques qui la compose. On retrouve entre autres :
 - ✓ Des actions portant sur l'accès au droit, qu'elles portent sur le thème des discriminations et des violences faites aux femmes, des droits sociaux et juridiques, des droits des étrangers ou de l'accès au numérique.
 - ✓ 11 actions relatives à la dynamique des relations sociales et à l'appropriation du territoire. Ces projets se déroulent en Centre-Ville, à Berthe ou bien encore en dehors de la ville (comme par exemple l'action « pépinière de mots » de Femme dans la Cité ou bien les courses d'orientation à Mazaugues), et concernent des événements ponctuels (« Fête de la Fraternité ») comme des actions d'envergure structurante (« Maison du Projet » du NPNRU du Centre-Ville).
 - ✓ 16 actions concernent l'accès au sport ou à la culture, soit 9 de plus que l'année 2019. Ces nouvelles actions concernent 5 projets ponctuels (Sorties découvertes, snorkeling, sorties paddle et kayak...) et 4 projets structurels (projet « mêlées crampons », Maison Sport Santé et Société, éveil musical et artistique...)
- ✓ La thématique Santé comporte 6 actions financées pour un financement global de 32 000 euros.
- ✓ La thématique Sécurité et Prévention de la délinquance englobe 7 actions. Le dispositif « Mouillez vos baskets », jusqu'alors émergeant en VVV, est depuis 2020 inclus au contrat de ville, permettant de prendre en charge des enfants de moins de 11 ans. Le FIPD cofinance certaines actions.



6.4.1.2 Dispositifs transversaux

L'équipe du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), en plus de sa mission de coordination de la politique locale de sécurité (en lien avec la police, la justice, les associations, les collectivités, les bailleurs et les transports), prend part au suivi des actions « sécurité et prévention de la délinquance » financées dans le cadre du contrat de ville. Ce lien assure la cohérence et le lien avec le droit commun.

Le PRE, porté par la Caisse des Ecoles, a fait bénéficier à 197 enfants et leurs familles d'un parcours individualisé.

Au 16 mars 2020, date de confinement, 112 familles et leurs enfants étaient en parcours PRE.

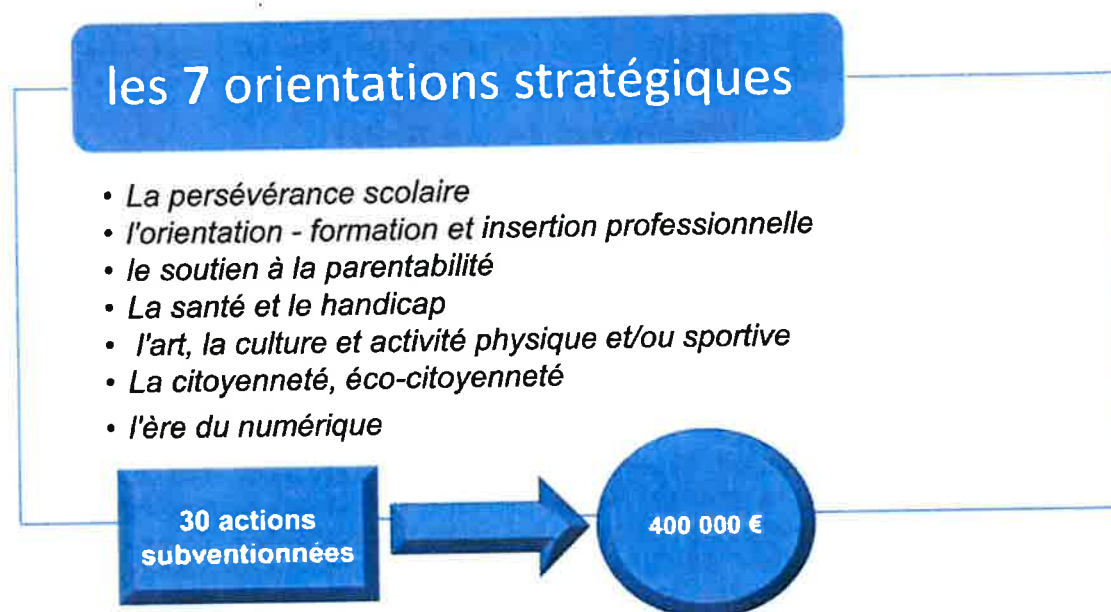
70 % de ces parcours résident à Berthe, 19,8% du Centre-Ville (+4 points par rapport à 2019), 6% des territoires sortis de la cartographie prioritaire (exemple : La Présentation). 56% des enfants suivis ont entre 11 et 15 ans (primaire), 33% dépendent du collège, 8% de la

maternelle et 4% dépendent du lycée. Ce sont majoritairement des garçons (68%). Les demandes émanent majoritairement de l'Education Nationale (44,7%), suivent les demandes provenant directement des familles (36,7%). Les difficultés sont majoritairement scolaires (50%). Viennent ensuite des difficultés d'accès aux soins (29%). 8 associations (socio-éducatives, de santé...) sont partenaires du PRE.

Le CLAS est mis en place par 6 associations sur le territoire seynois.

Enfin, 2020 fut la première année de la mise en place de la Cité Educative seynoise.

7 orientations stratégiques fondent le projet de la Cité Educative, à savoir :



6.4.1.3 Perspectives

Il est évident que le contexte sanitaire qui a débuté en 2020 aura des répercussions sur les programmations à venir. L'idée étant d'être au plus proche des besoins découlant de la crise pour assurer au maximum un soutien aux populations des QPV.

La Cité Educative concourant sur 3 années, viendra en 2021 servir une nouvelle programmation qui se veut complémentaire du contrat de ville.

6.4.2 Le cadre de vie

La thématique du cadre de vie, peu investie dans le contrat de ville, était représentée par 3 actions financées sur 7 dépôts de dossiers.

Cette thématique, liée au renouvellement urbain, doit trouver son sens en lien avec le NPNRU en ce qui concerne le centre-ville. Le NPNRU a débuté techniquement durant l'été 2020 avec le début des travaux de la place Germain Loro.

6.4.2.1 Evolution dans les QPV

Le pilier 2 du contrat de ville fut, en 2020, représenté par 3 actions financées :

- ✓ Une action de chantier d'auto-réhabilitation de logements sur le centre-ville. Cette action a porté sur 9 logements, dont seulement 2 sur le QPV du centre-ville (5 chantiers se sont déroulés en périphérie du QPV et 2 sur Berthe). Cette action est vouée à évoluer en fonction des travaux de renouvellement urbain entrepris dans les années futures, dans le cadre du NPNRU.

- ✓ Une action de maîtrise des dépenses énergétiques a été menée par l'association Crésus. Cette action, pour cause de confinement et de mesures sanitaires, n'a pas été menée à terme.
- ✓ Une action d'animations d'ateliers collectif s'est poursuivie sur le centre-ville. Cette action, liée aux événements organisés par la Ville, a également été impacté par les différentes mesures gouvernementales liées à la crise sanitaire (l'association estime n'avoir touché qu'un tiers du public prévisionnel envisagé).



6.4.2.2 Perspectives

Le NPNRU du Centre-ville devrait également redynamiser le pilier 2 du Contrat de Ville, l'idée étant de mettre en corrélation les actions financées par la politique de la ville avec les changements que va induire le projet global du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine. Il est donc primordial de rapprocher les services en lien avec ce programme, qu'ils soient municipaux comme métropolitains.

6.4.3 L'emploi et le développement économique

6.4.3.1 Evolution dans les QPV

La proportion des demandeurs d'emplois sur le quartier Berthe est d'environ 21,7%, celui du Centre-Ville est de 29%. Ce dernier est donc au-dessus de la moyenne du taux de demandeurs d'emploi rassemblant tous les QPV de TPM (23,6%). Cela concerne certes « que » 614 personnes mais cela démontre la nécessité de développer des actions liées à cette thématique sur ce territoire.

6.4.3.2 Compte rendu / évaluation des actions

En ce qui concerne le volet Emploi, 13 actions furent financées en 2020, dont 3 nouvelles actions. Ces projets consistent à lever les freins à l'emploi, que ce soit dans le domaine du numérique (via l'action « Activation Numérique » des Petits Débrouillards), de la préparation aux concours (Univers-Cité), du « aller-vers » la population en demande d'emploi (micro-forum, PAQTE), et autres actions plus individualisées (Citoyen En Devenir de Nouvel Horizon, Accompagnement à l'emploi pour les femmes et les jeunes de Femme dans la Cité, les deux actions de Face Var – Coach & vous et Job Contact, Activ'Ariane d'Ariane Méditerranée, l'action Lever les freins socio-éducatifs de l'APEA et le Chantier d'insertion de Tremplin).

Ces 8 actions consistant à lever les multiples freins à l'employabilité et/ou l'embauche ont bénéficié à environ 240 bénéficiaires résidents en QPV dont 80% proviennent du quartier de Berthe.

Par rapport au volet Développement Economique, 2 associations sont soutenues financièrement pour développer des actions à la création ou à la reprise d'entreprises. Au total, ces 2 actions ont permis d'accompagner 47 personnes. La situation sanitaire a fortement impacté ce volet : la plupart des futurs entrepreneurs ayant souhaité décaler leurs projets à plus tard.

6.4.3.3 Perspectives

Différents appels à projets ont émergé durant l'année 2020 : la crise sanitaire a, en effet, accentué les difficultés liées à l'emploi, et plus particulièrement pour les habitants des QPV. Un travail de recensement des actions engagées sur cette thématique devra être entrepris pour coordonner au mieux la prise en charge, toujours au plus près des problématiques relevées.

6.5 TOULON

En 2020, 175 dossiers ont été déposés dans le cadre de l'Appel à Projets 2020 dont 42 nouveaux. 133 dossiers ont été retenus dont 12 nouveaux.



A noter que 10 dossiers 2019 n'ont pas été renouvelés. Ceci conforte la tendance d'intérêt pour de nouvelles actions engagée en 2019.

La crise sanitaire de 2020 a fortement impacté les associations dans leurs modalités d'interventions et demandé des ajustements importants afin de limiter ses effets sur les habitants des QPV.

Adaptation, réactivité et efficacité sont les trois mots clés qui qualifient l'investissement du secteur associatif durant cette année 2020.

Les associations se sont fortement mobilisées pour venir en aide aux habitants. La mise à jour hebdomadaire par le service Politique de la Ville des coordonnées et des permanences téléphoniques et leur communication systématique au réseau associatif a permis de trouver des réponses adaptées et rapides à la plupart des situations de détresse sociale.

6.5.1 La cohésion sociale

6.5.1.1 Evolution dans le QPV

135 dossiers ont été déposés dans le cadre d Pilier Cohésion Sociale, 104 dossiers ont été retenus dont 10 nouveaux.

6.5.1.2 Compte rendu/ évaluation des actions

7 ACM associatifs au profit des 6 – 11 ans dont 1 nouveau sur le QPV Pont du Las Rodeilhac ont été mis en place au bénéfice de 795 enfants. A noter que sur cette tranche d'âge une nette augmentation de la fréquentation (+ 70 inscrits) accompagnée d'une mixité presque parfaite.

Les ACM ados 12 – 17 ans ne sont pas en reste avec 6 Accueils Collectifs de Mineurs pour 568 bénéficiaire. On notera la mise en place d'un ACM expérimental sur la période estivale sur le QPV Pontcarral suite à l'arrêt d'activité du porteur historique.

Les actions en lien avec la parentalité ont vu le nombre des bénéficiaires augmenté de manière très sensible (+ 327 bénéficiaires) Ce qui confirme la mobilisation du réseau associatif dans la prise en compte des problématiques complexes et diverses qu'ont rencontrées certaines familles durant la période de pandémie.

Les actions santé ont permis de sensibiliser 1 350 bénéficiaires dont 840 femmes.

6.5.1.3 Dispositifs transversaux :

La Commune s'investit en faveur de la réussite éducative par le biais de différents dispositifs

Le Programme de Réussite Educative PRE

Pour l'année 2020, 434 enfants ont été suivis par le PRE de Toulon.

Parmi ces situations, 113 ont été réorientées vers le droit commun suite au diagnostic réalisé par les référents éducatifs du PRE.

En effet, ces situations ne relevaient pas du dispositif PRE mais du soin ou de la protection de l'enfance. Pour rappel, le PRE intervient dans le champ de la prévention et non pas de la protection de l'enfance, compétence du Conseil Départemental qui a pris le relais.

321 enfants (et leur famille) ont bénéficié d'un parcours PRE avec une prise en charge personnalisée en lien avec des difficultés scolaires, éducatives ou médico-sociale. La problématique majoritaire est d'ordre éducative et un soutien à la parentalité/accompagnement éducatif est mis en place dans la plupart des situations, même si la porte d'entrée est souvent une difficulté scolaire, d'accès aux loisirs/culture ou médico-sociale.

Environ 60% des situations sont orientées vers le PRE par l'Education Nationale mais de plus en plus de familles s'adressent directement au PRE pour une demande de prise en charge.

Suite au premier confinement, on note, pour l'année 2020, de nombreuses situations orientées dès le mois de Septembre 2020 (alors que les autres années les premières orientations étaient

plutôt effectuées fin Octobre) avec un constat d'hypostimulation pour de nombreux enfants ce qui a pour conséquences des difficultés motrices et scolaires.

Le PRE a également constaté une dégradation des relations familiales. Les prises en charges psycho-éducatives ont donc été plus importantes que les autres années. Les besoins en tutorats scolaires ainsi qu'en psychomotricité ont également augmenté.

6.5.1.4 Perspectives

Dans la continuité de la démarche initiée par la Métropole en 2019 sur la problématique d'« Accès aux Droits » une étude réalisée par une stagiaire IUT Aix en Provence a permis de préciser ce qui est du ressort de l'« aide aux démarches administratives » et ce qui relève spécifiquement de l'« Accès aux Droits ». Cela devra se traduire, à termes sur Toulon, par une différenciation plus stricte entre ces deux approches afin de limiter l'effet « sésame » du terme « accès aux droits » dans le titre des actions. (Tout n'est pas accès aux droits et l'accès aux droits n'est pas tout)

6.5.2 Le cadre de vie

6.5.2.1 Evolution dans les QPV

13 actions ont été retenues dont deux nouvelles.

6.5.2.2 Compte rendu / évaluation des actions

On notera que 267 bénéficiaires dont 114 femmes ont été accompagnées dans le cadre de l'insertion par le logement. A noter le travail spécifique engagé par une des associations en faveur du public des moins de 30 ans.

La période de confinement et les mesures sanitaires à la sortie de celle-ci ont impacté considérablement les actions soutenues dans le cadre du FPH. En effet, nombre des sollicitations habituelles portent sur des événements de type Fête des Voisins ou de fin d'année scolaire qui n'ont pu voir le jour à l'été 2020. (Le nombre de bénéficiaires a été divisé par 2)

6.5.2.3 Perspectives :

La mobilisation du FPH demande à être reconsidérée. Si le contenu n'est pas à remettre en cause, la mise en place des jurys pour valider les projets est bien souvent tardive, parfois à la veille des événementiels et ou actions. Un calendrier prévisionnel des dépôts de demande pourrait être un plus.

Une articulation plus systématique sera à rechercher entre projets d'animations en lien avec la TFPB et actions du Contrat de Ville.

La restructuration du service PLV autour de chargés de mission territoriaux et non plus thématiques devrait permettre de mieux coordonner à l'échelle des 8 QPV Toulonnais les projets du Pilier Cadre de Vie.

6.5.3 Emploi et développement économique

6.5.3.1 Evolution dans les QPV

16 actions ont été validées dont 3 nouvelles.

6.5.3.2 Compte rendu / évaluation des actions

Le volet Emploi et plus particulièrement la levée des freins à l'emploi au travers des actions qui visent sécuriser les parcours des demandeurs d'emploi à travers des pratiques innovantes et renforcées est prépondérant. 15 actions sur les 16 retenues sur ce pilier Emploi Développement Economique.

Au total 2 880 habitants dont 1 382 femmes ont fait l'objet de ces accompagnements.

Le volet accompagnement à la création d'entreprise a quant à lui permis la prise en charge de 42 habitants dont 25 femmes.

Les actions d'accompagnement à l'emploi se sont adaptées aux contraintes sanitaires, certaines structures ont maintenu le contact avec leurs bénéficiaires par le biais de contacts téléphoniques très réguliers. L'absence de rendez-vous physique a contribué à une baisse du nombre de bénéficiaires (- 440) pour autant les échanges téléphoniques ont été l'occasion de gagner en temps et qualité sur les mesures d'accompagnement. Il a été constaté dans la majorité des cas que les problématiques étaient identifiées beaucoup plus rapidement. (L'absence de regard de l'autre et la distance ont libéré la parole et permis aux bénéficiaires de préciser plus facilement leurs difficultés)

6.5.3.3 Perspectives :

La mise en œuvre de permanences en lien avec la levée des freins à l'emploi sur tout ou partie des QPV et le travail des Adultes Relais en proximité des habitants permet une information dynamique et assez efficace qui permet à terme le rapprochement de certains habitants du SPE (Pôle Emploi et Mission Locale)

Ce travail de maillage territorial est à réfléchir sur le volet développement économique (accompagnement à la création d'entreprises) mais plutôt selon des modalités d'informations collectives que de permanences sur les QPV.

7 Les actions métropolitaines

7.1 Actions métropolitaines dans le cadre du Contrat de ville

Les actions métropolitaines concernent les dossiers déposés par un porteur sur au moins deux communes du Contrat de ville. Une action comporte autant de dossiers que de communes concernées.

En 2020, 48 dossiers ont été étudiés et retenus sur au moins deux communes, soit 18 actions réparties comme suit :

Piliers	Nombre associations	Actions intercommunales
✓ Cohésion sociale	9	11
✓ Cadre de vie	1	1
✓ Emploi et développement économique	5	6

7.2 Plan de Solidarité Territoriale

La stratégie gouvernementale de prévention et de lutte contre la pauvreté a choisi de cibler l'action sociale à destination des plus fragiles à travers une contractualisation avec les conseils départementaux, les conseils régionaux et les métropoles.

La Métropole TPM a conventionné avec 8 Structures d'Insertion par l'Activité Economique pour réaliser un accompagnement socio-professionnel renforcé des publics très éloignés de l'emploi.

Ces SIAE mettent en commun des projets sur la métropole notamment dans les métiers en tension et/ou porteurs d'emploi. Il s'agit également d'accompagner les structures à développer de nouveaux partenariats en particulier avec les acteurs agissant sur la grande précarité et l'accompagnement social.

L'objectif de ces conventions est d'accompagner de façon renforcée le public très précaire, sur 2 thématiques : l'emploi et le logement. Le public très précaire relève du public très éloigné de l'emploi et du logement et répondant à 2 freins à l'emploi sur les thématiques suivantes : hébergement/ logement, formation/ qualification, santé, garde d'enfants, mobilité professionnelle...

A travers la mise en place d'ateliers, MTPM a souhaité que ces nouveaux bénéficiaires soient particulièrement encadrés et accompagnés mais aussi qu'un esprit de solidarité et de partenariat s'instaure entre les associations. En fin de parcours l'objectif pour les bénéficiaires est le retour vers l'emploi et l'accès au logement.

Les associations ont été conventionnées à hauteur de 150 000 euros.

La méthodologie de travail, au-delà du management de projet, a consisté à maximiser le partage et la transversalité. Elle a fait la force de l'action.

Un des objectifs a été d'amener les structures d'accompagnement à partager leurs expériences, voire créer des passerelles entre elles afin d'encourager les mutualisations de projets entre les associations. Ce travail collaboratif a permis d'amorcer ou consolider les relations partenariales inter-ACI.

Bilan 2020 :

- ✓ 208 personnes touchées
- ✓ 34% de ce public relève du public très précaire
- ✓ 25% du public cible a effectué une sortie dynamique à la fin de ce parcours (dont 15% en sorties emploi et 10% de résolution de problématiques logement)
- ✓ Les principaux freins levés relèvent de l'emploi, du logement et de l'estime de soi.

7.3 Dispositifs transversaux

7.3.1 Service jeunesse

7.3.1.1 Aides aux permis

- ✓ 87 dossiers ont été instruits pour un budget consommé de 37 954,96 €.
- ✓ 59 % de femmes et 49 % d'hommes.
- ✓ 87 % de jeunes âgés de 16 à 25 ans.
- ✓ La moitié des bénéficiaires sont demandeurs d'emploi au moment de la demande et 37 % sont dans une dynamique d'insertion (cdd, service civique, stagiaire de la formation pro...).
- ✓ 26, 43 % des bénéficiaires résident en QPV.
- ✓ Plus de 70 % des demandes sont faites pour répondre à un besoin du permis dans le cadre d'un projet professionnel dans le service à la personne, l'animation, le nettoyage, le BTP, l'hôtellerie-restauration et la grande distribution.

7.3.1.2 PAQTE

La Métropole a souhaité poursuivre la collaboration sur ce dispositif en lien avec l'Etat, l'association Face, les partenaires de l'Education Nationale et de l'Emploi en signant la convention de partenariat PAQTE 2020-2022.

Ce partenariat a notamment permis en 2020 :

- ✓ D'accueillir près de 69 stagiaires dont 11,5 % issus des QPV pour découvrir les métiers exercés au sein de la Métropole.

- ✓ D'accompagner 23 personnes dans le financement de leur permis de conduire (soit 26,43 %).
- ✓ D'apporter un soutien aux initiatives locales avec l'appui financier au titre du Contrat de Ville à hauteur de 400 000 €.
- ✓ L'insertion de 58 personnes issues des QPV dans le cadre des clauses d'insertion dans les marchés publics.



Dans le cadre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers, la Charte Entreprises-Quartiers est devenue le PAQTE (Pacte Avec les Quartiers pour Toutes les Entreprises).

Ce dernier a pour objectif notamment de reconnaître que tous et en particulier les jeunes issus des quartiers populaires sont une formidable énergie et opportunité pour la France.

Ainsi, il s'agit pour TPM de s'engager notamment sur une meilleure compréhension du monde de l'entreprise, en accueillant des stagiaires, en intervenant dans les établissements scolaires (collèges-lycées) situés en QPV, en soutenant financièrement les associations au titre du contrat de ville, dans le cadre du dispositif la « Culture Vous Transporte », du dispositif Aide au Permis TPM, de mobiliser les outils favorisant l'égalité des chances dans les process de recrutement par le biais des clauses d'insertion dans les marchés publics TPM.

La Métropole TPM a signé la nouvelle convention 2020-2022 relative au PAQTE en 2020. A vérifier

7.3.2 FAJ⁴

Budget annuel initial : 374 045 € (CLECT transfert compétence du Département vers la Métropole).

Ce budget a été abondé régulièrement pendant l'année ; cela pourrait s'expliquer par la crise sanitaire.

Budget consommé : 423 189 €, réparti comme suit : 118 175 € pour les Secours d'urgence et 305 014 € pour les Aides mensuelles. Soit, une augmentation du budget de 13 %.

- ✓ Nombre de demandes : 2 302 (dont 1 189 SU et 1 113 Aides mensuelles).
- ✓ Nombre de décisions : 2 302.
- ✓ Nombre de bénéficiaires : 1 041.
- ✓ 51 % de femmes et 49 % d'hommes.
- ✓ 28,14 % des bénéficiaires sont étudiants.
- ✓ 69 % des demandes relèvent de la subsistance, 14 % pour le logement, 11 % pour des frais liés à l'insertion professionnelle et 4 % pour des frais liés aux transports, à la mobilité.

7.3.3 La mobilisation du service Habitat : orientations, outils de planification et schémas de développement.

La Métropole poursuit son engagement en matière de politique d'habitat à l'échelle de son territoire en favorisant les propositions de développement et d'amélioration de logement et en travaillant à la mise en place de la réforme des attributions de logement afin de favoriser un développement équilibré de l'habitat et un parcours résidentiel fluidifié.

⁴ Fond d'aides aux jeunes pour l'insertion sociale

7.3.3.1 En matière d'intervention sur le parc privé **existant**

La Métropole développe une politique ambitieuse d'amélioration des logements privés sur son territoire. Des logements privés confortables, économes en énergie et répondant aux besoins des ménages participent durablement au dynamisme économique et social du territoire.

Pour ce faire, elle anime sur son territoire trois OPAH sur les communes de la Seyne-sur-Mer, Hyères, et Toulon permettant ainsi par la rénovation des logements de participer favorablement à l'attractivité de ces quartiers. Impactée par la crise sanitaire, la seconde année de déploiement de ces trois dispositifs est marquée par une poursuite de l'accompagnement des propriétaires malgré le ralentissement des travaux d'amélioration.

De plus, la métropole déploie une plateforme de rénovation énergétique articulée à un PIG « Amélioration de l'habitat ». Ce dispositif « Bien chez soi » et ses conseillers techniques, TPM met à la disposition des propriétaires, qu'ils soient occupants ou bailleurs, un service public gratuit d'accompagnement pour mener à bien leur projet de rénovation d'amélioration durable de l'habitat.

Grâce à un partenariat avec la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et les organismes professionnels, la Métropole a pu fédérer autour de ce dispositif des artisans et des entreprises locales. Une cartographie dynamique, accessible depuis le site internet de TPM, permet de géo localiser ces artisans référencés, d'identifier leurs corps de métiers et de connaître leurs principales qualifications.

Depuis 2018, ce sont un peu plus de 2 000 logements rénovés sur le territoire métropolitain avec en moyenne près de 37% de gain d'énergie et des gaz à effet de serre ainsi limités.

7.3.3.2 En matière d'accompagnement du développement de l'offre de logement social

Avec 699 agréments en 2020, première année de l'exercice triennal 2020/2022, la métropole affiche une reprise de la dynamique des opérateurs de logement social sur le territoire.

Par ailleurs, en 2020, la métropole a accompagné ces opérations à hauteur de :

- ✓ Engagement de 368 000 € pour 120 logements
- ✓ Mandatement de 2 029 370,77 €

Enfin, depuis son passage en métropole, TPM garantit les emprunts des prêts contractés par les bailleurs auprès de la Caisse des dépôts à hauteur de 50%.

A ce titre, le montant de l'encours de la dette garantie des organismes HLM au 31 décembre 2020 est de 13 M€ portant sur 18 opérations (307 logements).

Les opérations agréées en 2020 sur le territoire de la métropole :

COMMUNES	AGREEMENT 2020				AGREMENTS 2020
	PLAI ⁵	PLUS	PLS ⁶	PSLA ⁷	
Carqueiranne					0
Hyères	45	49	76	23	193
La Crau					0
La Seyne sur Mer	5	10			15
La Valette du Var	4	9			13
Le Pradet	17	30	12		59
Le Revest des Eaux					0

5 PLAI : Prêt Locatif Aidé d'Intégration pour les logements sociaux

6 PLS : Prêt locatif social

7 PSLA : Prêt social location accession : dispositif d'accèsion sociale à la propriété pour les ménages en sous plafonds de ressources (logement agréé par l'état)

COMMUNES	AGREEMENT 2020				AGREMENTS 2020
	PLAI ⁵	PLUS	PLS ⁶	PSLA ⁷	
Ollioules		1			1
Saint Mandrier		2			2
Six Fours Les Plages	19	34			53
Toulon	40	66	245		351
La Garde	12				12
TPM	142	201	333	23	699



7.3.4 La mobilisation du service FEDER dans le Cadre de l'ITI TPM

Dans le cadre de la stratégie européenne de cohésion 2014-2020, un nouveau dispositif (ITI) a été créé par l'Union Européenne, afin de concentrer davantage de financements dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

En région PACA, 10% de FEDER sont réservés aux métropoles afin de soutenir les projets d'investissements permettant d'améliorer l'employabilité des habitants sur ces quartiers.

Dans ce contexte, une stratégie urbaine intégrée fondée sur le diagnostic du contrat ville a été réalisée. Une convention de délégation a été conclue entre la Région Sud et la Métropole de Toulon Provence Méditerranée afin d'assurer le pilotage de l'Investissement Territorial Intégrés (ITI) et soutenir des projets structurants et favorisant :

- ✓ La mobilité douce et durable PI4 ;
- ✓ Les infrastructures sanitaires et sociales PI9a ;
- ✓ L'implantation d'entreprises PI8.

7.3.4.1 Appels à projets et présentation des projets déposés en 2020 :

a) Présentation des Appels à projets

Sur les 3 priorités mobilisables au titre du dispositif, 2 appels à projets ont été publiés (clôturés le 30 juin 2020) et concernaient :

- ✓ La mobilité douce et durable ;
- ✓ Infrastructures sanitaires et sociales ;

b) Projets déposés

En 2020, 2 dossiers ont été accompagnés, déposés et déclarés complets :

- ✓ Création de l'embarcadère Espace Marine à la Seyne-sur-Mer porté par le service Travaux et Grandes Opérations de la Direction des Ports de la Métropole
- ✓ Création d'une crèche à vocation d'insertion professionnelle à la Dominante à la Seyne-sur-Mer porté par l'association MAMI

c) Projets programmés

Sur les deux dossiers déposés seule, la Création de l'embarcadère Espace Marine à la Seyne-sur-Mer a été programmé. La création d'une crèche à vocation d'insertion professionnelle portée par l'association MAMI a fait l'objet d'un abandon compte tenu du contexte sanitaire (COVID 19)

7.3.4.2 Etat d'avancement de la programmation en 2020 :

11 projets programmés (7 en cours)

- ✓ Création de trois micro-crèche au centre-ville de Toulon
- ✓ Réhabilitation du bâtiment le Flores pour implanter le Greta Tourisme Hôtellerie à la Garde
- ✓ Equipement du Greta Tourisme Hôtellerie à la Garde
- ✓ Réhabilitation du centre multi accueil Tom Pouce au cœur du quartier Val des Rougières à Hyères
- ✓ Travaux de réaménagement du siège et diversification de l'offre de service du CCAS de Toulon
- ✓ Requalification des pieds d'immeuble du centre ancien de Hyères en pour implanter des entreprises (PARCOURS DES ARTS)
- ✓ Réhabilitation des locaux permettant l'implantation de l'école de la deuxième Chance à la Garde
- ✓ Réhabilitation et extension de la crèche des Colombes dans le quartier de Berthe à la Seyne sur Mer
- ✓ Création d'un laboratoire de production et d'insertion au sein du quartier de Berthe à la Seyne sur Mer
- ✓ Création de la Maison de la Mobilité à Toulon
- ✓ Création de l'embarcadere Espace marine à la Seyne sur Mer

1 Projet déprogrammé (suite de contrôle)

- ✓ Equipement du Greta Tourisme Hôtellerie à la Garde

1 projet abandonné après instruction

- ✓ Création d'une crèche à vocation d'insertion professionnelle à la Dominante à la Seyne-sur-Mer

7.3.4.3 Suivi de la programmation ITI 2021-2027 :

La préparation de la prochaine programmation a démarré en 2020 concomitamment à la programmation 2014 2020 en cours.

Le recensement des projets futurs, envisager sur la prochaine programmation a été fait via la mobilisation de la Direction de la cohésion sociale et de l'Habitat.

Une actualisation de ces projets et le travail d'accompagnement des porteurs, notamment dans le montage des projets, se poursuivra en 2021.

Le service reste à votre disposition à l'adresse suivante : feder.iti@metropoletpm.fr

7.3.5 La mobilisation du service Transports : le Plan de Déplacement Urbain

- ✓ Elaboration du plan de mobilité employeur TPM :

La Métropole met à jour son Plan de Déplacement Administration (PDA) qui devient Plan de Mobilité Employeur avec la nouvelle loi d'Orientations des Mobilités.

Un diagnostic a été fait avec entre autre l'analyse d'un questionnaire mobilité employeur qui a été envoyé à tous les agents fin 2020. Il permettra d'identifier les modes de transports utilisés par les agents et de connaître leurs besoins

Le Plan d'actions qui doit être mis en œuvre prochainement, devra tenir compte des données recueillies ainsi que des thématiques des déplacements méridiens et professionnels.



- **Nouvel échangeur en service**

Au terme de deux ans et demi de travaux, le nouvel échangeur d'Ollioules / Sanary sur- Mer (n°12.1) a été inauguré par les cofinanceurs le 14 décembre 2020.

- **Parc de véhicules terrestres et maritimes**

Les transports urbains (réseau Mistral) comptent à ce jour 29 bus hybrides (3 bus articulés et 26 bus standards). Concernant les navettes maritimes, deux éco-bateaux bus hybrides desservent la rade de Toulon depuis 2014.

Parallèlement au développement de sa flotte de bus 100% électriques, la Métropole se dote d'une flotte de bus au 100% gaz naturel. 17 de ces bus avaient déjà été livrés au mois de janvier 2020, le premier ayant été mis en circulation le 26 février dernier sur la ligne 18. Désormais, ils seront 50 de plus à circuler sur le secteur ouest du territoire (La Seyne sur- Mer, Ollioules, Toulon)

Des infrastructures spécifiques et sécurisées ont été mises en place au dépôt de Brégaillon pour accueillir des compresseurs de gaz et permettre l'alimentation des véhicules avec une station de maintenance adaptée. Celle-ci est mise en fonctionnement depuis le 20 janvier 2020.

Enfin, depuis août 2020, la desserte des quartiers a été complétée de deux appels bus (transport à la demande) : appel bus n°88 à la Seyne et appel bus n°25 à Toulon.

- **L'aménagement d'itinéraires cyclables**

Aujourd'hui, 286 km de linéaire sont disponibles (134 km de piste, 115 km de bande, 37 km d'espaces partagés piétons/vélos). Un plan des itinéraires cyclables est actualisé et édité annuellement depuis 2006.

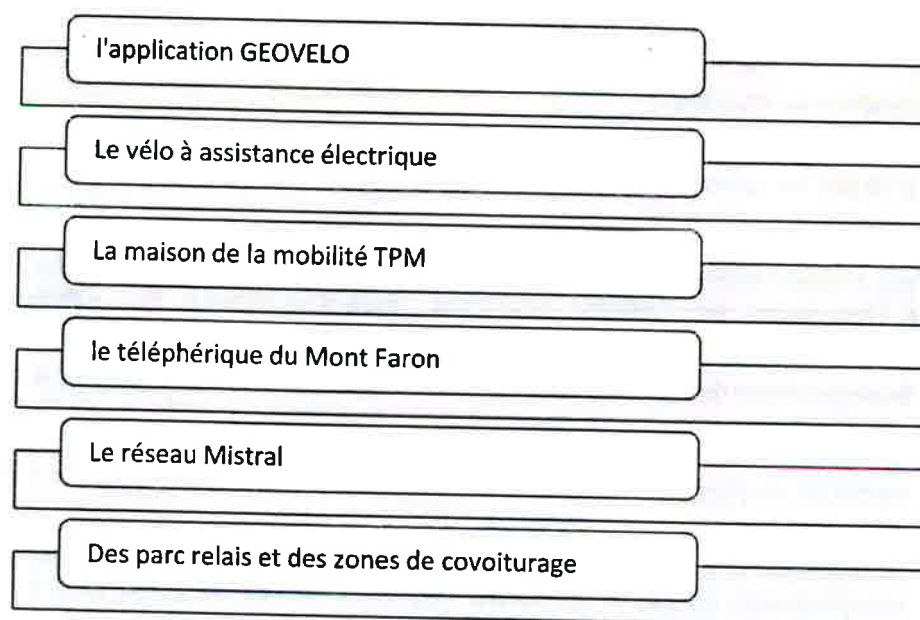
Une application mobile dédiée aux itinéraires cyclables à l'attention des citoyens a été créée en 2020.

- **Nouveau Plan Vélo :**

Le nouveau Plan Vélo, édition 2020-2021, est désormais disponible gratuitement auprès de la Direction des Transports ou en téléchargement sur le site Internet www.metropletpm.fr.

Il recense les pistes et voies aménagements cyclables du territoire et offre de nombreuses informations utiles aux cyclistes : emplacements des parcs à vélo, des lieux culturels et touristiques à ne pas manquer, les règles de sécurité... mais aussi les bons plans comme l'aide à l'achat d'un Vélo à Assistance Électrique (VAE) proposée par TPM.

Le service des Transports c'est aussi :



7.4 L'achat public responsable au service de l'emploi : mission Economie Sociale et Solidaire de la Métropole TPM.

Depuis plusieurs années, la Métropole TPM met en place sur son territoire des marchés publics favorisant l'insertion, en mobilisant les outils de la commande publique comme vecteur d'insertion de personnes en difficulté d'accès à l'emploi.

Dans cette dynamique, la Métropole favorise l'achat socialement responsable au service de la politique de l'emploi sur son territoire dans le cadre de ses travaux ou de l'entretien des sites dont elle a la gestion.

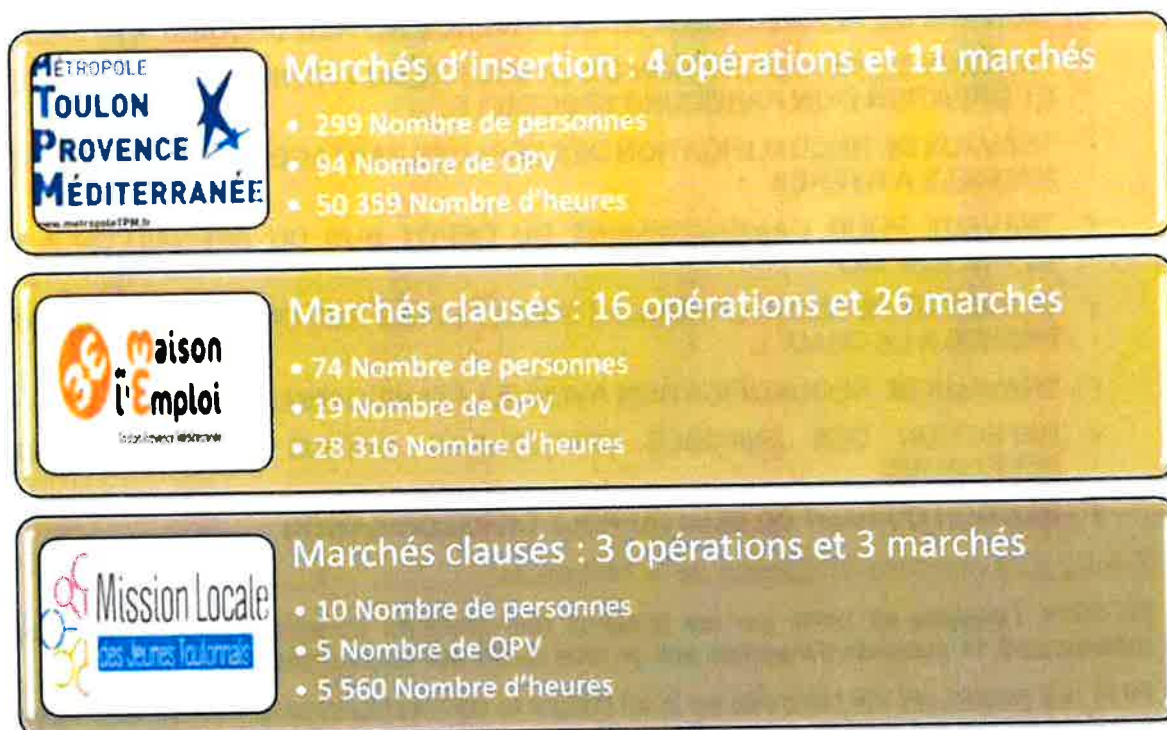
La Métropole TPM, en lien avec son service Cohésion Sociale et Territoriale et les Directions techniques, met en œuvre une politique de l'emploi volontariste au travers de ses marchés publics qu'elle initie :

- Les marchés d'insertion,
- Les marchés incluant une clause d'insertion sociale.

7.4.1 Bilan des marchés d'insertion et clausés

En 2020, ce sont 84 235 heures réalisées, contre 96 472 heures en 2019, soit une diminution de 13 %. Cette baisse s'explique notamment par l'interaction de nombreux chantiers stoppés pendant le confinement ayant entraîné un retard dans les procédures de renouvellement des marchés.

383 salariés en insertion ont travaillé sur des marchés d'insertion de TPM et clausés contre 353 en 2019, dont 118 résidents (18 femmes) d'un quartier prioritaires (QP) de la métropole, soit **31% des salariés en insertion, recrutés sur les marchés de TPM comportant un dispositif d'insertion, résident en QP.**



Deux facilitateurs accompagnent la Collectivité sur la maîtrise d'ouvrage et le contrôle d'exécution de la clause : Maison de l'Emploi TPM (MDE) et Mission Locale des Jeunes Toulonnais (MLJT)

Plus globalement, sur le territoire métropolitain, la Maison de l'Emploi (MDE) intervient sur les marchés d'insertion, de services et de travaux comprenant une clause sociale sur des communes de la métropole (hors Toulon) et la MLJT accompagne les maîtres d'ouvrage pour la mise en œuvre des marchés clausés intervenant sur la commune de Toulon.

7.4.1.1 Les marchés clausés de la Métropole

Opérations 2020 des marchés clausés :

- ✓ 2019/2025 COLLECTE DE DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS ET NETTOIEMENT SUR LES COMMUNES DE LA SEYNE/MER ET SAINT MANDRIER
- ✓ COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS ET RÉALISATION DE PRESTATIONS CONNEXES DE LA VILLE DE HYÈRES
- ✓ RESTAURATIONS DE GESTION DU HAUT DE QUAI - DÉCHETTERIE LA VALETTE
- ✓ QUARTIER DE LA CONNAISSANCE ET DE LA CRÉATIVITÉ CHALUCET/ESAD & AU
- ✓ REQUALIFICATION DU BD BAZEILLES
- ✓ REQUALIFICATION DU BD DE LA MARINE (Rd42) ET CRÉATION D'UNE PROMENADE EN FRONT DE MER
- ✓ TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE GERMAIN LORO A LA SEYNE SUR MER
- ✓ TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU PORT DE LA TOUR FONDUE A HYÈRES ET CONSTRUCTION DE LA GARE MARITIME EN STRUCTURE EN BOIS
- ✓ TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU CONSERVATOIRE TPM - CNRR DU PRADET
- ✓ TRAVAUX DE QUALIFICATION DU CHEMIN DE FAVEYROLLES A OLLIOULES
- ✓ TRAVAUX DE RÉALISATION D'UN GIRATOIRE A LA BAYETTE ET REQUALIFICATION DU CHEMIN DE LA CARRAIRE AU PRADET

- ✓ TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE L'AVENUE ALFRED DÉCUGIS A HYÈRES
- ✓ TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA MAISON DU PATRIMOINE A OLLIOULES ET CREATION D'UN PARCOURS SPECTACLE
- ✓ TRAVAUX DE REQUALIFICATION DES ESPACES PARTAGES DU QUARTIER DES MAURELS A HYERES
- ✓ TRAVAUX POUR L'AMÉNAGEMENT DU DÉPÔT BUS DU BREGAILLON A LA SEYNE SUR MER
- ✓ VOIRIES ET RESEAUX CHEMIN DU COLLET LONG, RUE DES ORMES, RUE DES FRENES A LA CRAU
- ✓ TRAVAUX DE REQUALIFICATION AVENUE LAZARE CARNOT
- ✓ REFECTION DES ENROBES DEFECTUEUX AVENUE DES TIRAILLEURS SENEGALAIS
- ✓ GESTION DU HAUT DE QUAI DU POLE DE VALORISATION



7.4.1.2 Les marchés d'insertion de la Métropole

En 2020, l'analyse se porte sur les titulaires des marchés d'insertion pour 4 opérations représentant 11 marchés d'insertion soit un total de 50 359 heures réalisées.

79 % des heures ont été réalisées en 2020 malgré la crise sanitaire et la relance de plusieurs marchés qui ont été notifiés qu'en juillet 2020.

Malgré cela, le nombre de bénéficiaires par rapport à 2019 (276) est resté stable, 299 personnes dont 18 femmes. Sur les 299 personnes recrutées dans le cadre des marchés d'insertion TPM, **31% des salariés concerne des habitants des 13 Quartiers prioritaires de la Métropole** (94 personnes dont 15 femmes).

Opérations 2020 des marchés d'insertion :

- ✓ PRESTATION D'INSERTION POUR LA COLLECTE ET LE NETTOIEMENT LA GARDE
- ✓ PRESTATIONS D'INSERTION NETTOYAGE DES ZAE Est / Ouest
- ✓ PRESTATIONS D'INSERTION NETTOYAGE URBAIN de la Seyne sur Mer
- ✓ PRESTATIONS D'INSERTION POUR L'ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN TPM

Les indicateurs à l'entrée

Sur les 299 personnes recrutées pour la mise en œuvre des marchés d'insertion de la collectivité, des indicateurs ont été récoltés à l'entrée dans le chantier et à la sortie pour analyser l'évolution des résultats dans le cadre de leur parcours d'insertion ; avec un focus sur les données liées aux habitants des QP.

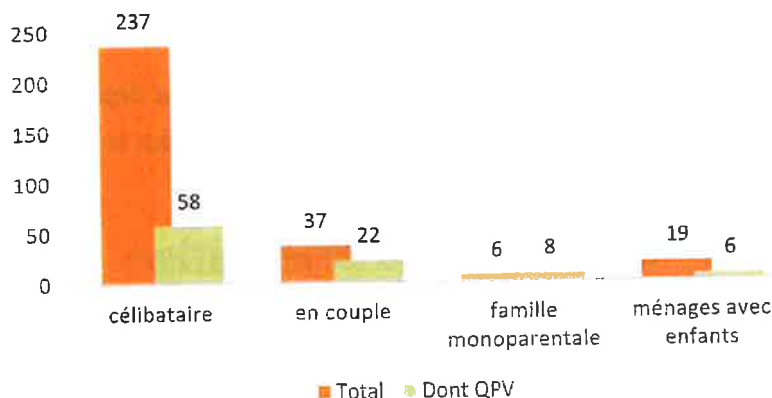
Concernant Les tranches d'âges : 55 % ont entre 26 et 50 ans, et un tiers ont moins de 25 ans

répartition des âges sur la totalité et sur les QPV



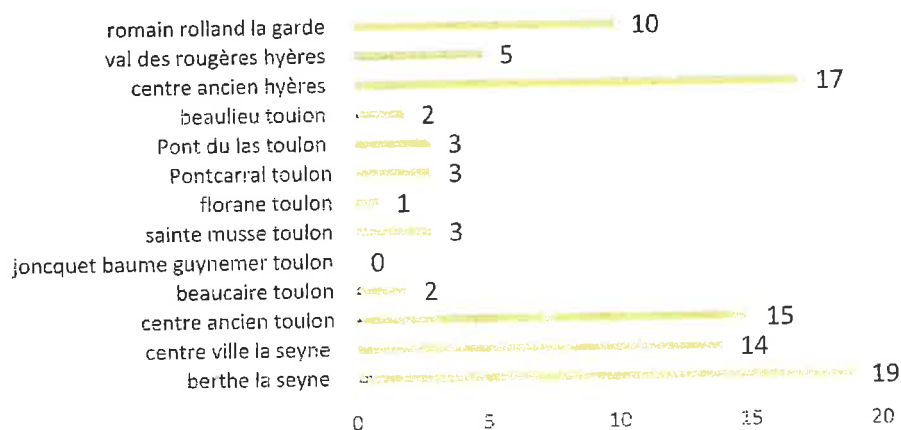
La situation familiale : 79 % sont célibataires

Situation familiale



Concernant la répartition par ville : 43 % sont résidents de Toulon, suivi à 17 % par la Seyne sur Mer, 11 % le Pradet et 9 % Hyères. Pour les salariés des QP, 35 % sont de la Seyne sur Mer, suivi par Toulon à 31 %, Hyères à 23 % et la Garde à 11 %

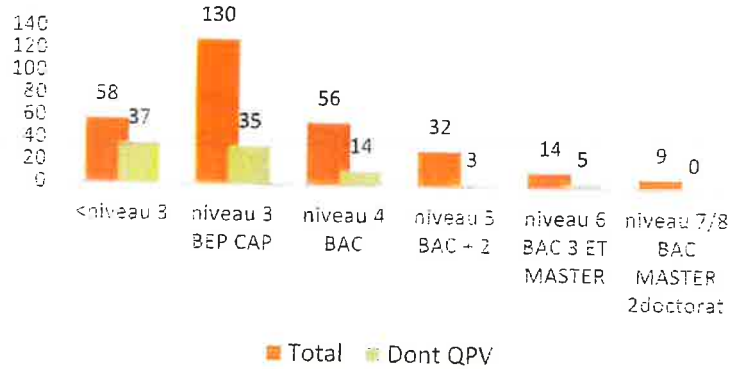
Répartition des QP



Les niveaux d'études : 63 % sont de niveau 3 et inférieur. Une proportion plus importante de personnes de niveau infra 3 pour les habitants de QP.



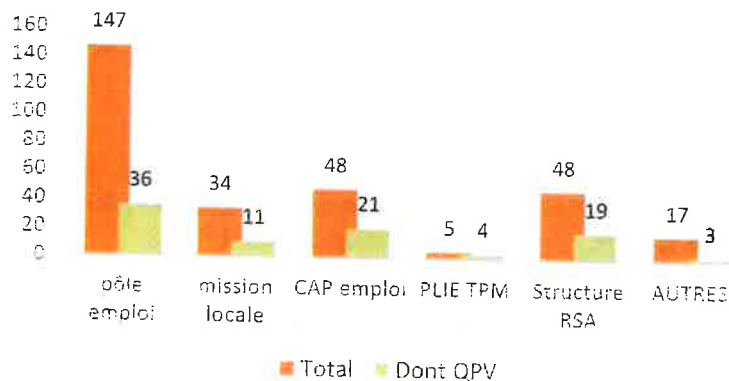
Niveau d'études



Le statut emploi : 53 % sont DELD⁸, 1/3 sont inscrit au chômage depuis plus de 2 ans

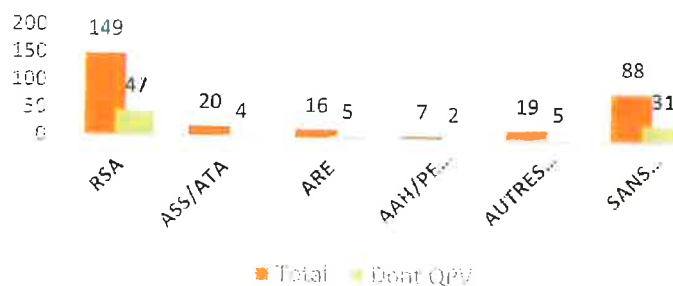
Concernant les **organismes d'orientation** 49 % sont orientés par le pôle emploi suivi de la structure RSA et CAP emploi à 16 %

Organismes d'orientation



Concernant les **ressources** : 50 % bénéficient du RSA et 29 % sont sans ressources.

Les ressources



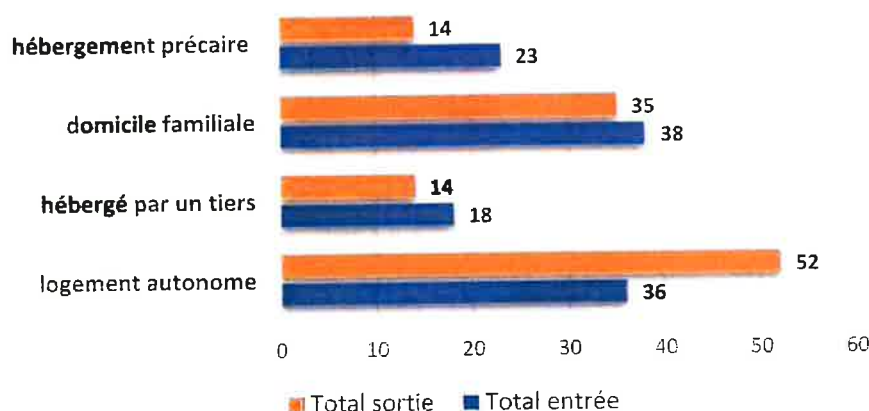
⁸ Demandeur d'Emploi de Longue Durée

Les indicateurs à la sortie

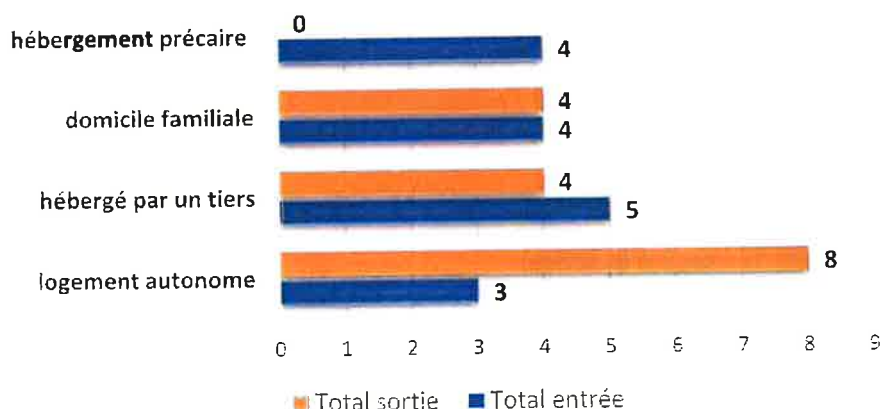
115 salariés dont 16 QPV sont sortis du chantier en 2020. Les indicateurs renseignés à la sortie permettent d'évaluer l'évolution des parcours selon la résolution des thématiques suivantes : Logement, permis, cumul des problématiques, l'accès à l'emploi ou la formation.

Concernant le logement plus de 45 % sont en logement autonome, contre 31 % à l'entrée (soit + 16 personnes). Plus de situation d'hébergement précaire, 50 % sont en logement autonome (contre 19 % à l'entrée) soit + 5 QP ;

Evolution du logement

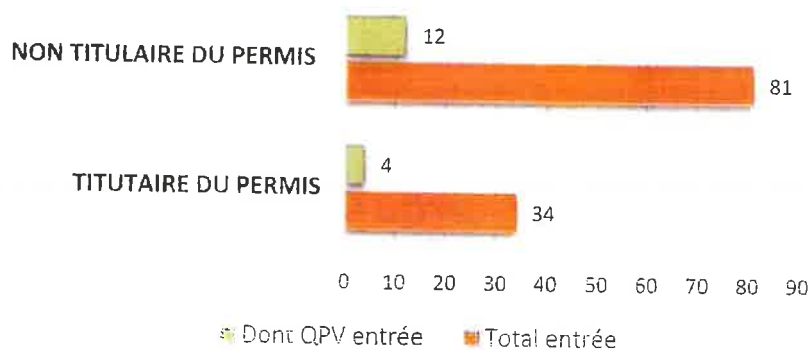


Evolution du logement (QP)

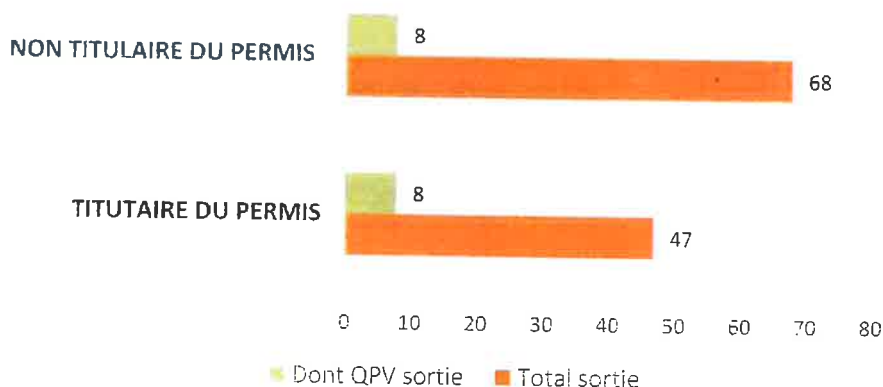


Concernant l'évolution du permis de conduire : 41 % ont le permis à la sortie contre 29 % à l'entrée (soit + de 13 personnes, dont 4 en QP ont obtenu le permis durant le parcours)

Evolution du permis à l'entrée

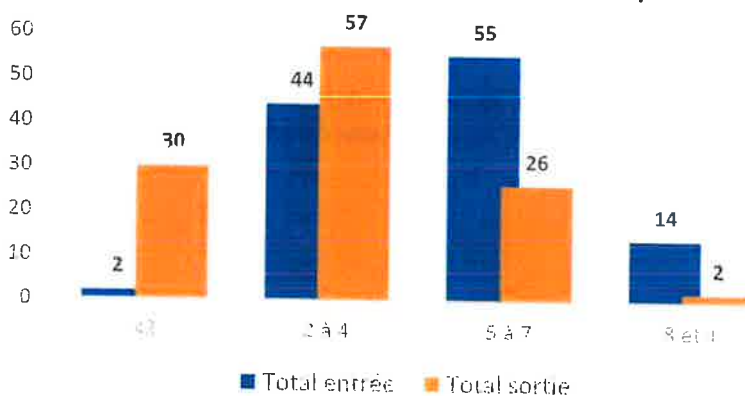


Evolution du permis à la sortie

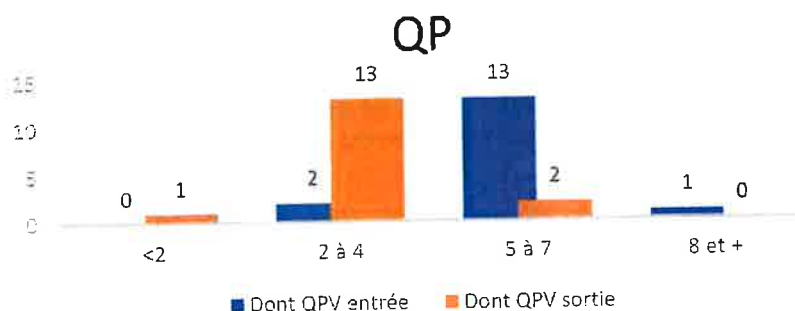


Concernant l'évolution des problématiques sur 115 personnes sorties, 24 % des salariés ont plus de 4 problématiques à la sortie contre 60 % à l'entrée, 76 % ont moins de 4 problématiques (26 % - de 2 à la sortie)

Evolution des problématiques

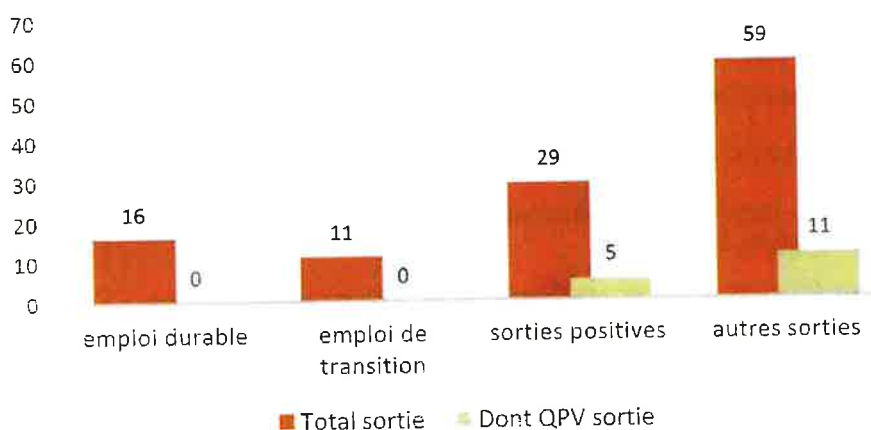


Evolution des problématiques



Concernant les détails des emplois à la sortie : près de la moitié des sorties du chantier sont dynamiques (emplois en CDI, CDD de + de 6 mois, formations...) : un quart des sortants a retrouvé une activité professionnelle, un quart sort en formation qualifiante et aucune sortie « emploi » pour les habitants de QP. 48 %, en sorties dynamiques en 2020, un taux en hausse par rapport à 2019 (35 %).

Détail des emplois à la sortie



Depuis une quinzaine d'années, la Métropole TPM mène une démarche volontariste d'achat responsable et solidaire en transversalité avec ses Directions et la Mission ESS (Economie Sociale et Solidaire) créée en 2018 et portée par le Service Cohésion sociale et territoriale.

Ainsi, depuis 2005, ce sont + de 2 550 personnes qui ont été embauchées sur les marchés lancés par la collectivité ayant recours à l'insertion (marchés clausés et d'insertion) pour + de 720 000 heures.

Malgré la crise sanitaire en 2020 et le confinement, les entreprises et associations ont atteint la grande majorité de leurs objectifs d'insertion avec **l'embauche de 383 nouvelles personnes.**

Concernant plus spécifiquement les structures associatives d'insertion (ACI), elles ont fait preuve cette année d'un accompagnement accru des publics vulnérables habitants de la métropole, ce qui a permis, malgré les difficultés liées à la crise d'amortir les situations d'extrême souffrance et précarité.

Une dynamique qui conforte la Métropole dans sa volonté de poursuivre son action, consciente d'exercer son rôle pour favoriser l'emploi des habitants de son territoire.

7.5 Les conventions concernant l'abattement de la TFPB :



7.5.1 Suivi de l'abattement TFPB :

Défini à l'article L. 1388Bis du code général des impôts

Exonération de 30 % de la part des collectivités de la Taxe foncières sur les Propriétés Bâties en QP, en contrepartie des actions d'amélioration du cadre de vie des locataires par le bailleur, de 2 types :

- ✓ De droit commun : gestion classique mais faisant l'objet de moyens renforcés sur les QP
- ✓ Spécifique au QP
- ✓ Accompagnement cité ressources fin 2019/2020 pour la mise en œuvre du protocole d'engagements réciproques et renforcés :
- ✓ Animation pilotage TPM de l'équipe projet partenariale mensuelle
- ✓ Animation territoriale des territoires par les chefs de projets et délégués du préfet
- ✓ Mise en place de CPO : TPM 2020 2022 (Face var 2 actions, AAVIV) CPO des autres partenaires villes et état)
- ✓ Simplification amélioration des procédures et processus d'organisation
- ✓ Mise en place d'un groupe thématique administratif interinstitutionnel et d'outils de partage et mutualisation par des espaces collaboratifs
- ✓ Refonte du plan de rapport annuel, fiches de synthèse mutualisées
- ✓ Mise en place d'une méthode expérimentale sur une mesure d'impact sur Hyères

7.5.2 Abattement de la TFPB – Bilan qualitatif :

- 8 Comités techniques territorialisés organisés en 2020 pour le bilan 2019 et la programmation 2020
- Les 9 et 10 mars 2020 en présentiel et en mai en dématérialisé
- Fin 2020 : signature des 21 avenants pour prolonger de 2 ans la durée du plan d'actions (2020 – 2022)

Bilan intermédiaire octobre 2020			
Villes	Bailleurs	NBRE QPV	NBRE DE LGT
TOULON	Total	12	4608
	THM	7	4178
	VH	2	173
	LOGIREM	2	203
	ADOMA	1	54
LA SEYNE SUR MER	Total	5	3009
	TSH	2	2930
	LOGIREM	1	7
	LFV	2	72
HYERES	Total	3	988
	VH	1	831
	LOGIREM	1	82
	LFV	1	75
LA GARDE	Total	1	561

Bilan intermédiaire octobre 2020			
Villes	Baillleurs	NBRE QPV	NBRE DE LGT
	SAGEM	1	561
	TOTAL	21	9166



Actions 2020	Détails
Bus navette	<p>Tous les dimanches d'été pour emmener les locataires à la plage du Mourillon, nouveauté 2020 mise à disposition d'un bus dédié avec une accessibilité adaptée aux personnes à mobilité réduite</p> <p>La Garde : QPV Romain Rolland avec la SAGEM</p>
Action de sécurité/tranquillité	<p>Mise en place d'une équipe de vigiles en soirée pour tranquilliser les halls d'immeubles et prévenir les dégradations nocturnes</p> <p>La Garde : QPV Romain Rolland avec la SAGEM</p> <p>Mise en place d'un coordonnateur de proximité pour traiter spécifiquement certaines problématiques : retrait des épaves et des encombrants, prévention de la délinquances et conflits d'usage, médiation éventuelle</p> <p>La Seyne sur Mer : QPV Berthe avec la THS</p>
Amélioration du confort des locataires pendant les travaux	<p>Réhabilitation et de rénovation de l'ensemble des ascenseurs de la résidence</p> <p>En 2020, service de portage de courses complété par un service de transport de personnes à mobilité réduite (association Var Assistance)</p> <p>La Garde : QPV Romain Rolland avec la SAGEM</p>
Chantiers d'insertion	<p>Entretien des espaces verts une fois par trimestre avec possibilité de 2 interventions supplémentaires en période estivale et entretien du circuit d'arrosage automatique (association Le Jalon)</p> <p>Six personnes minimum interviennent une à deux jours par semaine</p> <p>La Garde : QPV Romain Rolland avec la SAGEM</p>

Abattement de la TFPB – Bilan quantitatif 2016-2019

Conventions MTPM / Ville / Bailleurs / Etat : Bilan 2016-2019

Bailleurs / QPV				REALISE		
Villes	Nb Logts	Abattement perçu en 2019	Report 2018	Montant des actions réalisées COTECH mars 2020	Taux prévisionnel (atteintes objectifs 2018/2019)	
THM						
La Beaucaire	TL	1761	475 937	0	689 176	145%
Ste musse	TL	585	132 752	30 458	138 324	85%
Rodeillac	TL	589	67 363	0	190 546	283%
La Florane	TL	504	112 106	31 009	179 402	125%
Le Joncquet	TL	329	46 317	0	69 002	149%
Pontcarrai	TL	81	21 911	0	23 190	106%
Centre ville	TL	329	72 817	0	149 216	205%
Total		4178	929 203	61 467	1 438 856	
Var Habitat						
La Florane	TL	51	14 928	443	15 220	99%
Le Guynemer	TL	122	26 752	11 826	14 245	37%
Val des Rougières	Hyères	831	153 938	0	150 458	98%
Total		1004	195 618	12 269	179 923	
Erilia						
La Florane	TL	294				
Logirem						
La Baume	TL	114	25 919	0	23 346	90%
Centre ville Toulon	TL	89	20 901	35 007	3 000	5%
Centre ville La seyne	LS	7	465	0	500	106%
Total		210	47 285	35 007	26 846	
Sagem- La garde						
Romain Rolland	L. G	561	144 265	19 065	163 330	100%
Total		561	144 265	19 065	163 330	
TSH -La Seyne						
Berthe	LS	2 868	714 225	0	1 813 898	254%
Centre ville	LS	62	15 440	295	23 300	148%
Total		2930	729 665	295	1 837 198	
LFV						
Berthe	LS	55	13 481	0	24 800	184%
Centre ville La seyne	LS	17	4 105	0	2 983	73%
Mutualisation CV + Berthe	LS	72	17 586	0	27 783	158%
Centre ville Hyeres	Hyères	75	7 408	971	7 123	85%
Total		152	24 994	971	34 906	
ADOMA						
Centre ville Toulon	TL	54	4 241	0	4 241	100%
Centre ville Hyeres	Hyères	82	2 656	431	4 089	132%
Total		136	6 897	431	8 330	
Totaux		9 171	2 077 927	129 505	3 852 719	

8 Perspectives 2021



- ✓ La mise en place de groupes de travail thématiques :

Trois espaces de partage inter-partenarial de propositions opérationnelles et d'échange d'information.

- ✓ La Gestion administrative partagée du Contrat de ville avec la mise en place d'un portail collaboratif.
- ✓ La thématique Communication.
- ✓ La thématique Emploi et Développement économique, avec pour objectif de faciliter la mobilisation du droit commun et d'aider à l'impulsion d'actions ou interventions spécifiques.
- ✓ La coopération et la Co-construction comme moyens d'intervention :
- ✓ Consolider la gouvernance en passant par une dimension stratégique et de coopération des politiques publiques : à travers une réelle transversalité entre les partenaires institutionnels et avec les groupes de travail thématiques.
- ✓ Veiller à la bonne complémentarité entre les politiques publiques de Droit commun et les actions spécifiques développées dans le cadre de la Politique de la ville.
- ✓ Renforcer les moyens humains au sein des différentes équipes opérationnelles
- ✓ Le développement de la communication :

Mettre en place une cartographie interactive permettant la mise en lumière des porteurs financés dans le cadre du Contrat du Ville.

- ✓ Le développement de l'évaluation :

Développer une mesure d'impact à plus grande échelle permettant une évaluation qualitative des actions menées dans les Quartiers Prioritaires des différentes communes de la métropole. Cette évaluation pourrait également être source de préconisations en vue du prochain Appel à Projet, voire du prochain Contrat de ville.

- ✓ Réflexions stratégiques post-crise sanitaire :

A moyen et long terme, comment développer les coordinations locales en matière d'accès aux droits et de violence intrafamiliale... et les solutions dans les territoires afin de faire face aux besoins "réguliers" et aux périodes de crise.

Quelle anticipation des problématiques qui vont voir le jour ? Comment répondre aux nouveaux enjeux ?

9 Conclusion

Concentrations urbaines de pauvreté définies en 2014 par la loi Ville et cohésion urbaine, les QPV sont, au niveau national, concernés par d'importantes disparités avec leur agglomération environnante sur les trois piliers des contrats de villes : (Source : Observatoire national rapport 2020 du 21/07/21)

La cohésion sociale : une inégale réussite scolaire des jeunes avec des taux de réussite au brevet inférieurs à ceux des territoires environnants, une orientation plus importante vers des filières technologiques ou courtes (Robin, 2021) ; et dans le domaine de la santé, une prévalence du surpoids, du diabète et de l'hypertension (Oswald, 2020) ;

L'emploi et le développement économique : des difficultés quant à l'insertion professionnelle des jeunes, un taux de chômage 2,5 fois supérieur à celui des unités

urbaines englobantes dans un contexte de relatif dynamisme de la création d'entreprises (Robin, 2021) ;

Le cadre de vie : des résidents davantage concernés dans leur quartier par la délinquance, le bruit et les dégradations que ceux des unités urbaines englobantes (Rémila 2020) ; une mauvaise image des quartiers, qui s'améliore néanmoins à la télévision entre 2018 et 2019 (Bienaime-Besse, Koffi, 2021).

A l'échelle métropolitaine, le constat est le même. En sus la crise sanitaire et le confinement de 2020, n'ont pas été vécus par tous et partout de la même manière et n'ont pas les mêmes impacts, amplifiant les inégalités déjà existantes et frappant plus durement les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Pour le territoire Toulon-Provence-Méditerranée, en 2021 l'urgence est de répondre aux situations sociales et à la préservation du lien avec les habitants et entre acteurs des quartiers tout en soutenant la capacité d'agir des acteurs de la Politiques de la Ville (services de l'Etat, métropole, collectivités associations, habitants) qui vont devoir faire face à des problématiques vraisemblablement accentuées.

Il s'agit de regarder autrement ces territoires et leur réalité en termes de fragilités mais aussi de solidarités. L'énergie et le travail des associations et des institutions de notre territoire est une force : les ressources mises en œuvre durant la crise qui a frappé l'année 2020 en sont la preuve. La coordination des acteurs et des actions dans la complémentarité et la collaboration sont les enjeux de demain.



Annexes

- Avis des communes et avis des conseils citoyens sur le projet de rapport 2020

DELIBERATION N° 21 DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 20 JUIN 2022

**OBJET : CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE 2015-2022 - AVIS SUR LE PROJET DE RAPPORT 2020**

Le vingt juin deux mille vingt-deux à quatorze heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Ville de La Garde régulièrement convoqué en date du 13 juin 2022, a été assemblé à la Maison Communale Gérard Philipe sous la présidence de Monsieur Jean-Louis MASSON, Maire. Il procède à la nomination de M. JONET en qualité de secrétaire de séance.

Présents : M. Jean-Louis MASSON; Mme Hélène BILL; M. Franck CHOUQUET; Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Alain DUMONTET; Mme Martine BLANC; M. Alain FUMAZ; Mme Sophie OURDOUILLIE; Mme Janig GUE; M. Jean-Claude MARASTONI; M. Michel GUILLOUZIC; Mme Martine DE SANTIS; Mme Brigitte MORILLON; Mme Hélène DEL SANTO; Mme Josiane BERCET; M. Olivier CHELLE; M. Gilles BROYER; M. Jean-Marc ANNEVILLE; M. Florian JONET; Mme Viviane CHASTANT; M. Michel DURBANO; Mme Catherine LAGET; Mme Wahida ZAMOURI; M. Cyril AMARIT; M. Michel CAMATTE; Mme Flora MARTINO; Mme Joëlle ANTOINE.

Représentés : M. Jean-Eric LODEVIC donne procuration à M. Jean-Claude MARASTONI; M. Christian GASQUET donne procuration à M. Franck CHOUQUET; M. Alain JOUOT donne procuration à Mme Martine BLANC; M. André BAULON donne procuration à M. Alain FUMAZ; Mme Céline MURENA donne procuration à Mme Marie-Hélène CHARLES; Mme Bouchra CHADLI donne procuration à M. Alain DUMONTET; Mme Laure-Hélène BAUMANN donne procuration à Mme Marie-Hélène CHARLES; M. Olivier CHARLOIS donne procuration à M. Cyril AMARIT.

AFFERENTS AU CONSEIL MUNICIPAL	35	EN EXERCICE	35	QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION	35
-----------------------------------	----	-------------	----	-------------------------------------	----

RAPPORTEUR : MONSIEUR ALAIN DUMONTET

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine relative à la réforme de la Politique de la ville,

VU la délibération n° 28 du 15 juin 2015 autorisant la signature du Contrat de Ville,

VU le Contrat de Ville 2015 – 2020 signé le 2 juillet 2015 prolongé jusqu'en 2022,

VU l'avis de la commission municipale JEUNESSE / VIE DES QUARTIERS / DEMOCRATIE LOCALE du 27 avril 2022,

VU l'avis du Conseil Citoyen en date du 21 janvier 2022,

VU le projet de rapport délibératif sur le bilan 2020 du Contrat de Ville ci-annexé,

CONSIDERANT la volonté municipale de mettre en œuvre un plan d'actions afin d'améliorer la qualité de vie des habitants du quartier prioritaire de Romain Rolland, et de favoriser l'égalité des chances entre tous les habitants de la commune.

OUI LES EXPLICATIONS DU RAPPORTEUR,

LE CONSEIL MUNICIPAL

ARTICLE 1 : PRONONCE un avis conforme au Contrat de Ville en ce qui concerne le projet du rapport délibératif pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : INFORME que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa réception, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours Citoyens », accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS,

A L'UNANIMITE :

POUR : 35

Le Maire,

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE DE LA SEYNE' at the top and 'VAR' at the bottom, with a central emblem.



**SOUS-DIRECTION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Service POLITIQUE DE LA VILLE**

**AVIS CONSULTATIF DU CONSEIL CITOYEN
SUR LE BILAN 2020 DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN**

VENDREDI 21 JANVIER 2022 à la MIS de la BEAUSSIERE – 16H00

Présents : Mme SIMONIN Michèle, habitante
M. Bédard Nora, Carrement Toque
Mme PHILLIBERT Carole, Carment'angel
M. CHARPENTIER ENIC, Sagen

En présence de Céline DEAL, chargée de mission Politique de la Ville à la Mairie de La Garde.
Animateur : Yassine DAROU, Adulte Relais

**Avis : F : Favorable
D : Défavorable
R : Réservé**

Actions interco					
Pilier	Thématique	Association	Intitulé de l'action	BILAN 2020	Avis
CS	1.1 Education	LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Les Cités Débrouillardes	9 journées réalisées en juillet rattachées au Pass Familles de la MIS - 23 enfants de 3 à 14 ans	F
CS	1.1 Education	FACE VAR	Passerelle Ecole Entreprises	18 séances à 175 él col Cousteau et 14 séances à 132 él lycée Coudon	F
CS	1.1 Education	ADSEAAV	Permanence Ecoute Parents	8 présences de 3h, 20 bénéficiaires dt 2 hommes	F
CS	1.2 Dévpt social	LES ATELIERS DE L'IMAGE	L'Atelier du film 2020	Action réalisée au cours de l'automne, 2 courts métrages. 10 enfts par séance environ (filles)	F
CS	1.2 Dévpt social	TERRATATA	Atelier modelage argile	1 atelier le mercredi de 11h à 12h pour 6 personnes - 40 bénéficiaires environ sur l'année	F
CS	1.2 Dévpt social	LIGUE REGIONALE PACA DE NATATION	J'apprends à nager	8 enfants ont suivi la formation, 2 venus qu'1 seule fois, 4 venus au -6 fois, 1 a participé à 9 séances.	F
CS	1.2 Dévpt social	RING GARDÉEN	La Boxe au Féminin	PAS D'INFORMATION	F
CS	1.2 Dévpt social	TENNIS CLUB LA GARDE	Activité autour de la pratique du tennis	28 cours de 12 enfants. En hiver, devt la MIS ; en été, au stade avec des ados.	F
CS	1.3 Santé	LES PETITS DEBROUILLARDS PACA	Les ateliers Santé débrouillards à La Garde	Les ateliers santé ont été regroupé avec l'action des Cités débrouillardes en 2020	R

CS	1.3 Santé	CARRÉMENT TOQUÉ	Mieux manger à moindre coût	3 at. le mardi soir, 3 at. le samedi et 1 en visio avec la nutritionniste, 26 participants (mamans avec enfants, 1 homme)	F
CS	1.3 Santé	AVRE	Améliorer l'articulation entre l'accompagnement social, voire éducatif et la santé des jeunes en particulier dans son volet prévention (souffrances psychiques)	Télécoms. pd le 1er conf. 38 perm. de 3H réalisées. 57 pers. suivies sur l'année. 340 consultations pour 1 psychologue (soit 6H de consultation).	F
CS	1.4 Sécurité et Prévention de la délinquance	AAVIV	Accompagnement juridique et psychologique des victimes d'infractions	61 bénéficiaires gardéens dont 1F du QPV et 1H du QVA. 2 permanences mensuelles. 53 entretiens.	F
CS	1.4 Sécurité et Prévention de la délinquance	AVRE	Développer les mesures de soutien aux compétences parentales (prévention, accueil, soutien, écoute pour enfants, adolescents, parents et familles) - Soutien à la fonction parentale	108 pers suivies (dt 29 RR et 72 PL) - 48 nouv entrées gardéennes, 4 familles en attente de RV. <i>Tombé plus de public QPV</i> <i>Tombé plus de Public</i> <i>Permanence Romain Rolland</i>	F
CS	1.4 Sécurité et Prévention de la délinquance	PROMO SOINS - UDV	EMPS : Accompagnement spécifique en faveur des femmes victimes de violences conjugales	1 femme sur le territoire de LG sur 33 bénéficiaires du CDV	D
E-DE	3.1 Emploi	APS	Favoriser l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, résidents des QPV	11 gard. orientés, 3 salariés en insertion ont bénéficié d'un contrat de 24h dt 2QPV. En terme de résultat, 1 salarié à obtenu un poste de chauffeur-livreur,	F
E-DE	3.1 Emploi	FACE VAR	Face à l'emploi - Job contact	30 perm. réalisées à la MIS le vend., 8 bénéf. (6H et 2F), 1 création d'activité en cours, 1 sortie intérim et 1 CDD agt entretien.	F
E-DE	3.1 Emploi	FACE VAR	PAQTE (ex Charte entreprises et quartiers)	139 entreprises engagées depuis 2014 dont 16 nouvelles signatures en 2020. 2 webinaires	F

Signatures :

Le Conseil Municipal de la Commune d'HYERES s'est réuni au forum du Casino sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN Maire de la ville d'HYERES LES PALMIERS

ETAIENT PRESENTS : Monsieur GIRAN, Monsieur ROUX, Madame BERNARDINI, Monsieur CARRASSAN, Monsieur GIRARDO, Madame MANA, Monsieur CORNILEAU, Madame BATTESTI, Monsieur FRATELLIA-GUIOL, Madame RITONDALE, Monsieur THIEBAUD, Madame PARENT, Monsieur BRUNEL, Madame SCANTAMBURLO, Monsieur BERNARDI, Madame MONFORT, Madame VERDINO, Monsieur CUNEO, Madame PAPALEO, Madame DECUGIS, Monsieur CIRCOSTA, Monsieur COLIN, Madame GALLART, Monsieur LAFAURE, Madame BUTTAFOGHI, Monsieur FOUQUE, Monsieur MICALLEF, Madame LEGOUHY, Monsieur LIBESSART, Madame PRESTAT, Madame PORTUESE, Madame TROPINI, Monsieur MARTIN, Madame AGOSTA, Monsieur MARION, Madame BURKI, Madame FERJANI, Monsieur MASSUCO, Monsieur LAURENT, Madame COLLIN, Monsieur EYNARD-TOMATIS.

ABSENTS :

EXCUSES ET ONT DONNE PROCURATION DE VOTER, conformément à la loi n°47.1744 du 6 Septembre 1947, Madame MARINO (pouvoir à Monsieur Jean-Pierre GIRAN)
Monsieur PHILIP (pouvoir à Monsieur Remy THIEBAUD)
Monsieur MONPATE (pouvoir à Madame Isabelle MONFORT)
Madame BARRUE (pouvoir à Monsieur Francis ROUX)

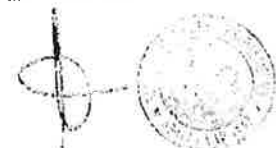
CONSEILLERS EN EXERCICE : 45

DATE DE LA CONVOCATION : 18 février 2022

Secrétaire de Séance: M. Olivier MICALLEF

Lecture a été donnée de ce qui suit :

Certifié exécutoire **3 MARS 2022**
HYERES le
Par délégation,
La Directrice Générale Adjointe



Accusé de réception en préfecture
083-218300607-20220303-26-DE
Date de télétransmission : 03/03/2022
Date de réception préfecture : 03/03/2022

OBJET : POLITIQUE DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE L'INSERTION - Validation du rapport annuel de la politique de la ville métropolitain année 2020

RAPPORTEUR : Monsieur Sébastien FRATELLIA-GUIOL - 9eme Adjoint

La Loi du 21 février 2014 de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine, prévoit la réalisation d'un bilan annuel sur l'activité de la Politique de la Ville à l'échelle de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ce document doit prendre la forme d'un rapport délibératif retranscrivant l'ensemble des initiatives engagées dans le cadre du Contrat de ville sur les territoires prioritaires de la Métropole.

Validé en premier lieu par le Conseil métropolitain, ce rapport est soumis aux conseils municipaux des territoires concernés, à savoir Toulon, la Seyne sur mer, la Garde et Hyères.

Les actions du Contrat de ville sont développées au bénéfice des quartiers prioritaires lesquels sont pour Hyères, le Val des Rougières et le Centre Ancien.

Au-delà du Contrat de Ville, la Politique de la ville comprend d'autres dispositifs s'adressant à l'ensemble des hyérois tels que le Programme de Réussite Educative, le Point Justice ou le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

La validation de ce rapport pour l'année 2020 est soumise au vote.

LE CONSEIL MUNICIPAL

ENTENDU l'exposé des motifs,

VU l'avis de la 3ème commission,

APPROUVE le rapport annuel du contrat de ville 2020.

FAIT ET DELIBERE

les jour, mois et an susdits,

**L ADJOINT DELEGUE A LA POLITIQUE
DE LA VILLE M. Sébastien FRATELLIA-
GUIOL**

ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 43 VOIX



CONTRE : 0

ABST : 2

Madame Marie-Laure COLLIN, Monsieur Jean-Michel EYNARD-TOMATIS.

Ne prend pas part au vote : 0

Publié le 28/02/2022

Reçu en préfecture le



VILLE D'HYÈRES
LES PALMIERS

Document de synthèse

AVIS CONSULTATIF

Date : le 15/11/2021
Transmis le
Retour le : 15/11/2021

Conseil Citoyen du Val des Rougières

AVIS DU CONSEIL CITOYEN DU VAL DES ROUGIERES
SUR LE RAPPORT 2020 DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Nature	Thématique	Actions	Avis (favorable, non favorable ou réservé)	Observations
Contrat de Ville	Cohésion sociale	Evolution dans les QPV	AF	violences faites aux femmes très présentes sur le quartier
		Evaluation des actions	AF	le CSK mène des actions dans le domaine social
		Dispositifs transversaux	AF	
		Perspectives	AF	
	Cadre de vie	Evolution dans les QPV	AD	les efforts ne sont pas quantifiables
		Evaluation des actions	AD	Efforts insuffisants
		Perspectives	AF	
	Emploi & Développement économique	Evolution dans les QPV	AR	efforts insuffisants
		Evaluation des actions	AF	
		Perspectives	AF	

DATE : le 15/11/2021

SIGNATURES :





Perspectives souhaitées en 2022

Création de places de stationnement en nombre
suffisant
Réouverture de la salle des fêtes
Un point d'eau au city stade
Entretien des espaces verts et des espaces dédiés
aux poubelles.
Une offre de transports en commun densifiée
(demande de navettes)
Présence de la police sur le quartier

- Rapporteur : Isabelle OTTOU

Présents :

- Collège habitants :
Christian Marchetti Jacky Guillon
- Collège acteurs locaux :
Les Amis du Val de, UFOLEP, CSK, APS



VILLE D'HYÈRES
LES PALMIERS

Document de synthèse

AVIS CONSULTATIF

Date : 9/12/2021

Transmis le

Retour le : 09/12/2021

Conseil Citoyen du Centre Ancien

AVIS DU CONSEIL CITOYEN DU CENTRE ANCIEN
SUR LE RAPPORT 2020 DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Nature	Thématique	Actions	Avis (favorable, non favorable ou réservé)	Observations
Contrat de Ville	Cohésion sociale	Evolution dans les QPV	AF	
		Evaluation des actions	AF	
		Dispositifs transversaux	AF	
		Perspectives	AF	
	Cadre de vie	Evolution dans les QPV	AF	il faut encourager les initiatives personnelles de végétalisation
		Evaluation des actions	AF	il faudrait renforcer ce type d'action
		Perspectives	AF	la cause sentimentale a mis un coup d'arrêt aux actions
	Emploi & Développement économique	Evolution dans les QPV	AF	ces actions doivent être renforcées
		Evaluation des actions	AF	ces actions doivent être renforcées
		Perspectives	AF	

DATE : 9 décembre 2021

SIGNATURES :

Perspectives souhaitées en 2022

Il faut favoriser le partenariat entre les différents associations intervenant sur les QPV

Il faut encourager toutes les actions qui tendent vers le mieux vivre ensemble les gens.

Il faut renforcer l'insertion socio-professionnelle initiée par les associations et soutenir les personnes les plus isolées au travers d'actions de médiation et d'écoute.

- Rapporteur : Isabelle OTTOU

Présents :

- Collège habitants : François Dupuy

- Collège acteurs locaux : Daniel MARTIN (APS)
Sabra HADJI (Centre Social ISA)



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Commune de La Seyne-sur-Mer
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 14 MARS 2022

Ville de La Seyne-sur-Mer
Département du Var
Arrondissement de Toulon

N°DEL_22_038

**OBJET : CONTRAT DE VILLE INTERCOMMUNAL - RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LA MISE EN
OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LA VILLE SUR TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Nombre de CONSEILLERS en exercice : 49

**L'an deux mille vingt deux, le quatorze mars, à 17H00, le Conseil Municipal s'est assemblé en
Séance Publique en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Nathalie BICAIS, Maire.**

PRÉSENTS

Nathalie BICAIS, Jean-Pierre COLIN, Christine SINQUIN, Guillaume CAPOBIANCO, Corinne CHENET, Gérard BECCARIA, Christelle LACHAUD, Sophie ROBERT, Cheikh MANSOUR, Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Joseph MINNITI, Véronique LEPORTOIS, Pascal TASSISTO, Kristelle VINCENT, Christian DUPLA, Christophe PEURIERE, Malika BAGHDAD, Dominique BAVIERA, Elisabeth GUES, Catherine PENARD, Daniel MARTINEZ, Yves DIMEGLIO, Dominique LEXA, Alain BOYER, Valérie GUITTIEUNE, Fatiha PETER, Damien GUTTIEREZ, Lydie ONTENIENTE-DEROIN, Narjès OUERGHI, Basma BOUCHKARA, Stéphane LANCELLOTTA, Hakim BOUAKSA, Cassandra VERANI-LAÏ, Sandra TORRÉS, Virginie SANCHEZ, Isabelle DELYON, Dorian MUNOZ, Olivier ANDRAU, Christine CUNIBERTI, Ludovic PONTONE, Marie VIAZZI, Bertrand PIN

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S)

Valérie KADDOURI donne pouvoir à Corinne CHENET
Nathalie SORIANO donne pouvoir à Sophie ROBERT
Didier RAULOT donne pouvoir à Malika BAGHDAD
Ali GHARBI donne pouvoir à Yves DIMEGLIO
Sébastien GIOIA donne pouvoir à Daniel MARTINEZ
Bouchra REANO donne pouvoir à Hakim BOUAKSA
Anthony CIVETTINI donne pouvoir à Olivier ANDRAU

Corinne CHENET a été désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

LE CONSEIL AINSI CONSTITUE,

Rapporteur : Monsieur Cheikh MANSOUR, Adjoint au Maire

DEL_22_038

Les contrats de ville 2015-2020 s'inscrivant dans une démarche intégrée, devaient tenir compte à la fois des enjeux de développement économique, de développement urbain et de cohésion sociale correspondant aux trois piliers suivants:

- Cohésion sociale,
- Cadre de vie et renouvellement urbain,
- Emploi et développement économique.

Le Contrat de ville intercommunal 2015-2020 qui s'inscrit dans le projet de territoire TPM, est un élément d'étape significatif dans la construction communautaire, dans le rapport entre politiques de développement et politiques de solidarité envers 13 quartiers prioritaires situés sur les communes de Toulon, La Seyne-sur-Mer, Hyères-les-Palmiers et La Garde.

Regroupant 32 partenaires, il a été signé le 2 juillet 2015, puis prorogé par un protocole d'engagements renforcés et réciproques 2020-2022, signé le 4 mai 2020.

La Métropole a établi et adressé à la Commune les rapports sur la mise en oeuvre de la politique de la ville sur Toulon Provence Méditerranée, pour l'année 2020, suite à la programmation arrêtée lors du Comité de Pilotage du 28 janvier 2021 :

- En 2020, 86 dossiers ont été financés dont 18 nouvelles actions (soit 21 % des dossiers). Le Contrat de Ville a mobilisé 940 500€ sur la Commune de la Seyne-sur-Mer

Il est précisé que ce rapport a été envoyé, pour avis, aux conseils citoyens de la ville de manière dématérialisée (e-mail).

- Il rappelle les principales orientations du contrat de ville.

- Il présente l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires, l'analyse socio-économique de la situation des habitants des quartiers prioritaires dans le contexte de la Métropole et de ses évolutions récentes.

- Il décrit les actions menées en 2020 et en particulier les outils de suivi et d'évaluation au service de la programmation.

- Il présente l'articulation entre les différents piliers du contrat et certains programmes d'intervention à partir des trois piliers la Cohésion sociale, le Cadre de vie et renouvellement urbain et l'Emploi et développement économique.

- Il présente le bilan financier des actions menées et conclue par les perspectives d'évolution.

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,

Vu la loi de finances du 28 décembre 2018 prorogeant de deux ans la durée des contrats de ville, soit jusque fin 2022,

Vu le décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en oeuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains,

Vu la délibération n°15/06/101 du Conseil Communautaire du 18 juin 2015, relative à l'approbation du contrat de ville,

Vu la délibération n°DEL/15/176 du Conseil Municipal du 23 juin 2015 autorisant la signature du Contrat de ville intercommunal 2015-2020,

Vu la délibération n°DEL_19 192 du Conseil Municipal du 13 décembre 2019 portant prorogation du Contrat de ville jusqu'en 2022 par la signature d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques 2020-2022,

Considérant qu'en application de l'article 11 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 et du décret n°2015-1118 du 3 septembre 2015, le Maire et le Président de l'EPCI sont tenus de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation,

DEL_22_038

Ce rapport sera par la suite approuvé en Conseil Métropolitain.

Le Conseil Municipal

Après avoir entendu l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré,

- prend acte de la communication du rapport annuel 2020 sur la mise en œuvre de la politique de la ville sur la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Pour Extrait conforme
Nathalie BICAIS
Maire de La Seyne-sur-Mer
Vice-Président du Conseil Départemental du Var
Vice-Président de Toulon-Provence-Méditerranée

Travel: **Knapport** **Camille de Ville 2020**

Service Politique de la Ville <polville@la-seyne.fr>

Math 1201/2201: 1300

A: RUY Laura <lruy@metropoletpm.fr>

Cc : RICHIERI Cecile <crichier@metropoletpm.fr>

186 : Mémoires (5^e série)

$$\text{Cu}(\text{OH})_2 + \text{H}_2\text{O} \rightleftharpoons \text{Cu}(\text{OH})_2 \cdot \text{H}_2\text{O}$$

Зынгирев:

Autres membres des Conseils Citoyens Bernhe et centre-ville, de l'élu à la Politique de la Ville Monsieur Mansour et de la DGA Développement Social Madame Sophie Geoffroy, le rapport 2020 du contrat de ville métropolitain n'a fait l'objet d'aucun avis ou commentaires.

Le village de La Seyne-sur-Mer ne valide donc en l'état pour validation en conseil métropolitain.

Grand Elements

-----**ശോഭിതം**-----

આખિર મેં આપણા ઉનાખાડા છેલ્લા વર્ષે 2020

DATE: 2021-11-16 18:24

Des Services Poltiques de la Ville <polville@la-seyne.fr>

Reparations für die eigene

Mesdames, et Messieurs les Conseillers, ères citoyen.nes,

Vous trouverez ci-joint le rapport 2020 du contrat de ville métropolitain. Nous vous le soumettons pour recueillir vos avis et remarques.

Nous vous remercions de nous transmettre vos commentaires vendredi 10 décembre 2021 au plus tard.

Les équipes techniques de la ville se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Cardboard

Service Politique de la Ville

Pracownik Główny: Adeline Paskopas Social

04 94:05 57:422



Stärken Sie Ihre Abwehrkräfte

International Development Social

024:94;055:97; 42.

RE: Approbations des rapports Politique de la ville 2020 et 2021 -

LEBOT Emmanuel <ELEBOT@mairie-toulon.fr>

Lun 26/09/2022 17:52

À : RUY Laura <lruy@metropoletpm.fr>; RICHIERI Cecile <crichieri@metropoletpm.fr>

Laura et Cécile bonsoir,

Je vous confirme que comme pour les rapports des années précédentes, la ville de Toulon fait référence à la dernière phrase de l'article 3 du Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales qui précise notamment : « A défaut de réponse dans le délais imparti, l'avis est réputé favorable »

Bien à vous
Emmanuel



Emmanuel LEBOT

Chief de Service Politique de la Ville - Chef de Projet Contrat de Ville
Coordonnateur CUSPD - ZSP

Direction Renouvellement Urbain et Cohésion Sociale
Tél. 04 94 36 31 30 - 06 07 16 43 73 - www.toulon.fr



Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales

Article 3 Le projet de rapport est soumis pour avis aux conseils municipaux concernés et aux conseils citoyens de chacun des quartiers prioritaires selon les modalités prévues par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale. Le délai qui leur est réservé ne peut être inférieur à un mois. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'avis est réputé favorable.

De : RUY Laura <lruy@metropoletpm.fr>

Envoyé : mercredi 14 septembre 2022 16:27

À : Sandra Chaves <schaves@mairie-hyeres.com>; BARBIERI Christele <CBARBIERI@metropoletpm.fr>;
claire.loffreda@la-seyne.fr; LEBOT Emmanuel <ELEBOT@mairie-toulon.fr>

Cc : RICHIERI Cecile <crichieri@metropoletpm.fr>; CARDONA Catherine <ccardona@metropoletpm.fr>; LELEVE
Emmanuelle <eleleve@metropoletpm.fr>

Objet : Approbations des rapports Politique de la ville 2020 et 2021 -

Bonjour à tous,

Afin de clôturer définitivement les rapports 2020 et 2021 Politique de la ville nous avons besoin des éléments suivants svp :

Hyères & La Seyne : pour le rapport 2021, il nous faut votre **délibération CM** et/ou **approbation CM** et/ou **mail type** indiquant que le rapport 2021 n'a fait l'objet d'aucun avis ou remarques et que la ville le valide en l'état pour validation en CM + les avis des CC s'il y en a.

Toulon : pour les rapports 2020 et 2021, idem (délib ou mail indiquant que le rapport n'a fait l'objet d'aucun avis et que la ville valide en l'état) ou **courrier/mail type** à l'instar des rapports 2018 et 2019 qui faisaient valoir l'article 3 du Décret n°2015-1118 pour ne pas soumettre au conseil municipal le rapport annuel et validaient en l'état.

